



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
28 février 2019
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-treizième session
Point 40 de l'ordre du jour
La situation en Afghanistan

Conseil de sécurité
Soixante-treizième année

La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution [68/11](#) de l'Assemblée générale et de la résolution [2405 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité, dans lesquelles le Secrétaire général a été prié de rendre compte tous les trois mois de l'évolution de la situation en Afghanistan.

2. On y trouvera un point sur les activités menées par les organismes des Nations Unies en Afghanistan sur le plan politique ainsi que dans les domaines de l'action humanitaire, du développement et des droits de l'homme depuis la date de publication de mon précédent rapport, daté du 7 décembre 2018 ([A/73/624-S/2018/1092](#)).

II. Faits marquants

3. Les efforts déployés pour parvenir à un règlement négocié du conflit se sont multipliés, et les pourparlers entre les États-Unis d'Amérique et les Taliban ont progressé. Le Gouvernement afghan a également poursuivi ses préparatifs en vue d'un dialogue de paix intra-afghan, même s'il n'y a eu aucun pourparler officiel entre le Gouvernement et les Taliban. Les élections parlementaires d'octobre 2018 sont toujours contestées du fait des retards dans le décompte des voix, des nombreuses irrégularités et des allégations de corruption. La Commission électorale indépendante a reporté l'élection présidentielle de 2019 de trois mois, soit jusqu'au 20 juillet. Le délai de dépôt des candidatures à l'élection présidentielle a pris fin le 20 janvier, avec 18 candidats inscrits, dont le Président sortant Ashraf Ghani et le Chef de l'exécutif, Abdullah. Les conditions de sécurité sont demeurées précaires, avec toutefois une légère baisse des incidents violents conforme aux tendances saisonnières. Le nombre de victimes civiles demeure très élevé. Le Gouvernement afghan et l'ONU ont organisé la Conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan, à l'issue de



laquelle le Cadre de responsabilité mutuelle de Genève pour l'aide au développement a été adopté. La situation humanitaire reste alarmante, aggravée par la persistance de la sécheresse et des déplacements.

A. Évolution politique

4. Les trois derniers mois ont été marqués par trois processus déterminants et connexes : la période qui a suivi les élections législatives, qui ont eu lieu le 20 octobre ; l'élection présidentielle qui, comme l'exige la Constitution, doit se tenir en 2019 et qui devraient se dérouler en juillet ; et l'intensification des efforts pour parvenir à un règlement politique durable entre le Gouvernement afghan et l'insurrection des Taliban.

5. Les efforts visant à mettre fin au conflit en Afghanistan grâce à la réconciliation politique se sont accélérés au second semestre de 2018. Au cours de la période considérée, le Gouvernement a poursuivi ses préparatifs en vue d'un dialogue de paix intra-afghan. À la Conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan, qui s'est tenue les 27 et 28 novembre, le Président Ghani a annoncé qu'il avait mis en place une équipe de négociation du Gouvernement, dirigée par son chef de cabinet, Salam Rahimi. Le 9 décembre, le Président Ghani a annoncé la nomination de Mohammed Omar Daudzai comme son représentant spécial pour la paix dans la région et nouveau secrétaire exécutif du Haut Conseil pour la paix. M. Daudzai a annoncé des réformes au Haut Conseil pour la paix, y compris la suspension des comités provinciaux pour la paix. Il a également entrepris des visites régionales, notamment au Pakistan du 8 au 12 janvier et en Chine le 26 janvier afin de débattre d'un consensus régional sur le processus de paix afghan. Le 12 décembre, le Gouvernement a promulgué un décret présidentiel portant création du Haut Conseil consultatif pour la paix, composé de 33 membres, principalement des responsables gouvernementaux et des représentants de l'opposition politique, dont deux femmes. Le 11 février, le Président Ghani a tenu la première réunion nationale de consultation sur le processus de paix. Le Président a pris la parole à l'issue des discussions du Groupe de travail, et a insisté sur la nécessité d'un processus intra-afghan inclusif et dirigé par le Gouvernement et chargé M. Daudzai de convoquer une jirga de personnalités afghanes d'ici à la fin février afin de définir les paramètres de la paix.

6. Dans le même temps, le Représentant spécial des États-Unis pour la réconciliation en Afghanistan, Zalmay Khalilzad, a effectué plusieurs visites dans la région en vue d'obtenir des soutiens pour le processus de paix afghan. Au cours d'une visite régionale du 4 au 22 décembre, M. Khalilzad s'est entretenu les 17 et 18 décembre avec des représentants des Taliban à Abou Dhabi et des représentants des gouvernements pakistanais, saoudien et émirati. D'après les informations reçues, les trois pays ont demandé aux Taliban d'envisager d'annoncer un cessez-le-feu et de manifester publiquement leur volonté d'engager des pourparlers directs avec le Gouvernement afghan. Ces pourparlers intra-afghans n'ont pas eu lieu, malgré la présence d'une délégation gouvernementale à Abou Dhabi. M. Khalilzad s'est à nouveau rendu dans la région du 8 au 26 janvier en commençant par l'Inde et la Chine. Le 21 janvier, il est allé au Qatar, pour participer à six jours d'intenses négociations avec la Commission politique des Taliban sur le retrait militaire des États-Unis d'Afghanistan et les mesures à prendre pour que le pays ne devienne pas un refuge pour les terroristes internationaux. Le 26 janvier, l'Ambassadeur Khalilzad et les Taliban ont publié des déclarations publiques distinctes, dans lesquelles ils ont noté que des progrès importants avaient été réalisés, même si les réunions s'étaient achevées sans qu'un accord officiel ait pu être conclu. M. Khalilzad est ensuite allé à Kaboul pour informer le Président Ghani des résultats des pourparlers. Lors d'un entretien avec les médias, il a reconnu que les Taliban avaient refusé d'engager des

pourparlers directs avec le Gouvernement afghan, le Mouvement estimant que cela reviendrait à reconnaître la légitimité du Gouvernement. Le 28 janvier, le Président Ghani a prononcé une allocution publique, dans laquelle il a décrit les progrès réalisés dans les négociations entre les États-Unis et les Taliban en tant que partie d'un cadre général initié par le Gouvernement afghan. Le Président Ghani a de nouveau demandé aux Taliban de participer au dialogue intra-afghan, mis en garde contre les erreurs commises lors des précédents processus de paix afghans, appelé au retrait des troupes étrangères et demandé que le processus de paix soit mené de manière ordonnée et durable.

7. Une réunion a eu lieu à Moscou les 5 et 6 février, entre une délégation des Taliban composée de 10 membres et de plusieurs personnalités politiques afghanes, dont beaucoup affiliées à des groupes d'opposition, notamment l'ancien Président Hamid Karzaï et plusieurs candidats à la présidence et à la vice-présidence, ainsi que des anciens membres des Taliban. Deux femmes ont également participé à cette rencontre. Prenant la parole lors de la Conférence, M. Karzaï s'est félicité des récents efforts de paix et a souligné qu'il ne pourrait y avoir d'Afghanistan libre et démocratique sans unité nationale. Un représentant de la Commission politique des Taliban, Sher Mohammad Abbas Stanekzai, a prononcé un discours dans lequel il a proposé des mesures afin d'avancer sur la voie d'un processus de paix, y compris la radiation des Taliban des listes de sanctions, la libération des détenus et l'ouverture officielle d'un bureau des Taliban, et souligné la nécessité de garanties internationales pour un accord de paix éventuel. La députée Fawzia Koofi a déclaré que les acquis de ces 18 dernières années, y compris la participation des femmes à la vie politique et leurs droits socio-économiques, devraient être protégés dans tout processus de paix. À l'issue de la Conférence, les participants ont publié une déclaration commune appelant à un dialogue intra-afghan inclusif. Dans la déclaration, ils ont également demandé le retrait des forces étrangères d'Afghanistan et exprimé leur soutien à l'éducation et aux droits politiques, sociaux et économiques des femmes, ainsi qu'à la liberté d'expression de tous les Afghans, conformément aux valeurs de l'Islam. Par la suite, le Président Ghani a souligné que le processus de paix devait être dirigé par le Gouvernement afghan.

8. L'Organisation des Nations Unies a poursuivi ses efforts afin de soutenir un processus de paix maîtrisé et dirigé par les Afghans. En partenariat avec le Gouvernement norvégien, elle a organisé un séminaire de partage des expériences à Kaboul, où des experts des récentes négociations de paix concernant la Colombie et les Philippines ont partagé leurs connaissances avec le Haut Conseil pour la paix et des membres de l'équipe gouvernementale de négociation et le Haut Conseil consultatif pour la paix. Dans le cadre des efforts visant à appuyer la consolidation de la paix au niveau local, les bureaux locaux de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) ont appuyé la mise en œuvre de trois initiatives de paix locales au cours de la période considérée, dont une visant à limiter les conséquences des différends relatifs aux ressources sur les communautés marginalisées dans la province du Badakhshan.

9. Les efforts déployés pour instaurer une paix durable se sont poursuivis parallèlement à deux processus électoraux : les préparatifs de l'élection présidentielle de 2019 et le retard pris dans le règlement de la question controversée des élections parlementaires de 2018. Le dépouillement des résultats des élections législatives a progressé lentement. À la suite de plaintes généralisées de corruption et d'irrégularités de procédure, un recomptage total ou partiel a été effectué dans les 33 provinces où les élections ont eu lieu. Ils n'ont néanmoins pas permis d'apaiser les inquiétudes d'un grand nombre de candidats et de partis politiques, qui ont affirmé que des membres de la Commission et du personnel des organismes de gestion des élections avaient falsifié les résultats du recomptage. Le 28 novembre, la Direction

nationale de la sécurité a arrêté le chef des opérations sur le terrain de la Commission électorale indépendante à la suite d'allégations de corruption. Son dossier a ensuite été transmis au Bureau du Procureur général pour enquête. Au cours de la longue période de dépouillement, des électeurs en désaccord avec les recomptages ou les résultats préliminaires ont organisé de grandes manifestations généralement pacifiques dans plus de 20 provinces, bloquant temporairement des bureaux électoraux dans au moins 11 d'entre elles. Alors que certains candidats avaient effectivement des doléances au sujet du processus électoral, ils ont pour la plupart suivi les procédures établies et déposé plainte devant la Commission du contentieux électoral à des fins d'enquête.

10. La circonscription parlementaire de la province de Kaboul qui détient le plus grand nombre de sièges et d'électeurs, a été particulièrement disputée. Le 6 décembre, la Commission du contentieux électoral a annoncé qu'elle avait invalidé l'élection de Kaboul et demandé la démission de cinq hauts responsables électoraux, notamment du chef des observateurs électoraux de la Commission électorale indépendante. À la suite de cette décision, le second vice-président, le Président de la Cour suprême, le Procureur général et le Chef de la Commission indépendante de contrôle de l'application de la Constitution ont joué le rôle de médiateur entre les deux organes, et il a été finalement décidé qu'il serait procédé à un recomptage dans un nombre limité de centres de votes. Cette controverse a encore retardé la publication des résultats pour la Province de Kaboul. Des résultats préliminaires ont été annoncés le 14 janvier. Ceux-ci, qui devaient initialement être annoncés le 10 novembre 2018, ont d'abord été accueillis dans le calme puis les candidats malheureux ont organisé une manifestation à Kaboul le 22 janvier, bloquant les quatre entrées principales de la capitale, avant d'y mettre fin plus tard dans la journée.

11. La Commission du contentieux électoral a reçu 4 946 plaintes concernant les résultats préliminaires, dont 2 980 ont été tranchées ainsi que 198 appels. La Commission a transmis 119 dossiers au Bureau du Procureur général pour complément d'enquête. À l'issue de la procédure de plainte, la Commission a commencé à annoncer les résultats définitifs des élections pour neuf provinces le 20 janvier, trois le 23 janvier et six le 30 janvier.

12. Le 30 décembre, la Commission électorale indépendante a déclaré qu'elle repousserait au 20 juillet l'élection présidentielle de 2019 prévue pour le 20 avril. Bien que précédée de consultations avec des acteurs politiques et de la société civile, cette annonce a suscité des critiques et des inquiétudes s'agissant du retard. La Commission indépendante de contrôle de l'application de la Constitution a émis un avis juridique le 31 décembre 2018 dans lequel elle a conclu que cet ajournement constituait une violation de la Constitution. Bien qu'il ne soit pas contraignant pour la Commission électorale indépendante, l'avis venait étayer les critiques publiques concernant le report des élections. Les élections aux conseils et aux districts provinciaux devaient également se dérouler en juillet, ainsi que les élections législatives pour la province de Ghazni qui n'avaient pas pu avoir lieu en 2018 en raison de la précarité des conditions de sécurité et des manifestations bloquant le bureau provincial de la Commission électorale indépendante, qui ont empêché les inscriptions sur les listes électorales dans la province. Plusieurs groupes de parties prenantes ont exprimé leur scepticisme quant à la capacité de la Commission à mener à bien les quatre élections en juillet.

13. Les commissions électorales, avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies, ont néanmoins poursuivi les préparatifs logistiques en vue de l'élection présidentielle. En janvier, la Commission électorale indépendante a achevé un processus d'analyse des enseignements tirés de l'expérience des élections législatives et, conformément à ses recommandations, a entamé des discussions avec le Gouvernement sur le

renforcement de la structure et la dotation en effectifs du secrétariat de la Commission. Les deux commissions ont commencé à établir leurs plans opérationnels et leur budget. Le Gouvernement a alloué environ 23,4 millions de dollars pour quatre élections dans son budget national de 2019, qui doivent être utilisés par la Commission électorale indépendante et la Commission du contentieux électoral. Suite à l'élaboration du projet de plan opérationnel, un projet de budget d'un montant de 112 189 045 dollars a été établi pour financer les activités des deux commissions ainsi que le projet d'appui de l'Organisation des Nations Unies aux élections. La présentation des candidatures à l'élection présidentielle a commencé le 22 décembre et a pris fin le 20 janvier, avec l'enregistrement de 18 candidats à la présidence, y compris le Président Ghani et le chef de l'exécutif, Abdullah. Aucune candidate ne s'est présentée à l'élection présidentielle, mais trois femmes figurent parmi les colistiers inscrits sur les listes présidentielles. La vérification des documents par la Commission électorale indépendante s'est terminée le 4 février alors que la validation des candidatures par la Commission du contentieux électoral en ce qui concerne les liens avec des groupes armés illégaux se poursuivra jusqu'au 22 mars. Le 7 janvier, les règles concernant la mise à jour des listes électorales ont été approuvées, et le processus d'inscription devrait se dérouler en mars. La Commission a également commencé à étudier le recours à la technologie, y compris un meilleur emploi du matériel de vérification biométrique des électeurs, qui a fonctionné de manière inégale pendant les élections parlementaires. En réponse à une demande du Gouvernement, deux internationaux membres sans droit de vote de la Commission du contentieux électoral ont été identifiés et une lettre officielle de recommandation a été adressée le 5 février au Président Ghani pour approbation.

14. La gestion des élections parlementaires perçues comme insuffisante et les allégations de fraude et de corruption ont incité à appeler à la démission des commissaires électoraux et relancé les exigences de réforme du système électoral. En décembre, la grande Coalition nationale de l'Afghanistan et le groupe de contact des partis politiques ont demandé des réformes majeures s'agissant des structures de ces deux commissions. Les parties ont mis en garde cependant contre l'ingérence de l'État, qui pourrait porter atteinte à la crédibilité de la prochaine élection présidentielle. Le 13 janvier, le deuxième Vice-Président Sarwar Danesh a publiquement annoncé que le Gouvernement envisageait de réformer ces deux commissions. Le 16 janvier, le Gouvernement a engagé des consultations avec des acteurs politiques et de la société civile afin de parvenir à un consensus sur d'éventuelles modifications à apporter aux deux commissions et les mécanismes visant à remplacer les commissaires. Le 11 février, un comité technique spécial dirigé par le deuxième Vice-Président Danesh, composé de représentants du Gouvernement, de partis politiques et d'organisations de la société civile, a décidé de proposer d'apporter des amendements à la loi électorale, notamment un nouveau processus de nomination des membres des deux commissions électorales. Le projet d'amendements à la loi a été approuvé en Conseil des ministres le 12 février. Le même jour, le Président Ghani a publié un décret révoquant, avec effet immédiat, les sept membres de la Commission électorale indépendante et les cinq commissaires de la Commission du contentieux électoral et nommant les chefs des secrétariats en tant que gardiens des deux commissions, en attendant la sélection et la nomination des nouveaux présidents.

15. Parallèlement, les acteurs politiques ont continué à agir pour mobiliser un soutien en amont de l'élection présidentielle. Le 28 janvier, un porte-parole de la grande Coalition nationale d'Afghanistan représentant l'opposition a dit que les efforts déployés pour soutenir un seul candidat à la présidence comme initialement prévu avaient échoué. La constitution de colistiers a également suscité un nouveau cycle de débats sur les arrangements politiques régissant l'Afghanistan, avec

plusieurs candidats, dont le chef de l'exécutif Abdullah et l'ancien Conseiller à la sécurité nationale Hanif Atmar, se disant favorables à la décentralisation et à la réforme politique. Les rumeurs persistantes quant à la possible création d'une administration intérimaire ont également suscité un débat parmi les candidats à la présidence et à la vice-présidence concernant l'ordonnancement de l'élection présidentielle et d'un processus de paix. Une nouvelle controverse a été déclenchée le 24 janvier lorsque le Président Ghani a annoncé que le deuxième Chef de l'exécutif, Mohammad Mohaqeq, qui s'était enregistré pour se présenter à l'élection présidentielle de 2019, en tant que candidat de M. Atmar pour le poste de second vice-président, avait été démis de ses fonctions. Le lendemain, M. Mohaqeq a publié une déclaration rejetant la décision du Président, tandis que le chef de l'exécutif, Abdullah, a publié une déclaration soutenant M. Mohaqeq. Il en a résulté un débat sur la légalité de la décision du Président Ghani, le Gouvernement affirmant qu'en vertu de la Constitution, il avait le pouvoir de renvoyer les hauts fonctionnaires, tandis que les partisans de M. Mohaqeq faisaient valoir que sa fonction découlait de l'accord de septembre 2014 du Gouvernement d'union nationale et que son renvoi nécessitait donc des consultations avec le chef de l'exécutif Abdullah.

B. Sécurité

16. Les conditions de sécurité sont restées très précaires, et le nombre d'incidents est demeuré élevé dans l'ensemble. En 2018, l'ONU a dénombré 22 478 atteintes à la sécurité, soit une diminution de 5 % par rapport au chiffre record de 23 744 atteintes à la sécurité enregistrées en 2017. La MANUA a enregistré 13 805 affrontements armés en 2018, ce qui représente 61 % de tous les incidents liés à la sécurité, et une diminution de 10 % par rapport à 2017. Les incidents liés à l'utilisation d'engins explosifs improvisés arrivent en deuxième position. Les frappes aériennes, qui avaient déjà augmenté de 67,6 % entre 2016 et 2017, ont accusé une hausse de 42 %, passant de 950 en 2017 à 1 352 en 2018. Les Taliban ont réussi à prendre temporairement le contrôle de 21 centres administratifs de district tout au long de l'année, soit le deuxième chiffre le plus important depuis que la responsabilité de la sécurité a été transférée aux forces afghanes à la fin de 2014. Les assassinats ciblés et les enlèvements ont augmenté de 9 % par rapport à 2017, tandis que 106 attentats-suicides ont été enregistrés, chiffre le plus élevé depuis 2014, soit 5 % d'augmentation par rapport à 2017. Les régions du sud et de l'est ont connu les plus grands nombres d'incidents, équivalant à 52 % de l'ensemble des atteintes à la sécurité.

17. Entre le 16 novembre 2018 et le 7 février 2019, la MANUA a dénombré 4 420 atteintes à la sécurité, soit une diminution de 8 % par rapport à la même période l'année précédente. C'est dans le sud du pays que les incidents ont été les plus nombreux, suivi de l'est et du nord. Ces trois régions ont représenté à elles seules 67 % de l'ensemble des incidents recensés. Les tendances restent inchangées, les affrontements armés étant les plus nombreux et représentant 58 % de tous les incidents, soit une diminution de 12 % par rapport à la même période en 2017. Les attentats-suicides ont diminué de 61 %, ce qui témoigne du succès des efforts d'interception dans les villes de Kaboul et de Jalalabad, tandis que les frappes aériennes des forces afghanes et des forces militaires internationales ont augmenté de 51 % par rapport à la même période l'année précédente.

18. Le Gouvernement a procédé à des changements importants au sein de sa direction de la sécurité. Le 23 décembre, le Président Ghani a annoncé la nomination de Assadullah Khalid comme Ministre de la défense par intérim et d'Amrullah Saleh en tant que Ministre de l'intérieur par intérim. M. Saleh a démissionné le 19 janvier afin de se présenter en tant que candidat au poste de premier Vice-Président sur la

liste du Président Ghani. Le 20 janvier, le Président Ghani a nommé le Conseiller à la sécurité nationale, Hamdullah Mohib, « responsable » du Ministère de l'intérieur. Le 11 février, le Gouvernement a nommé Massoud Andarabi, ancien directeur adjoint de la Direction nationale de la sécurité, en tant que nouveau Ministre de l'intérieur par intérim.

19. Les affrontements localisés entre les forces gouvernementales et les éléments antigouvernementaux se sont poursuivis dans tout le pays, à un rythme légèrement moins soutenu, conformément aux pratiques saisonnières, sans qu'aucune des deux parties ne gagne véritablement de territoire. Les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes ont axé leurs opérations hivernales sur les régions du sud et de Nangarhar à l'est, Balkh et Fariyab dans le nord, Gazni dans le sud-est et Herat et Farah dans l'ouest du pays. Elles ont continué de se heurter à des difficultés pour améliorer la sécurité le long des principales routes dans tout le nord de l'Afghanistan. Entre le 16 et le 19 janvier, un grand nombre de convois de réapprovisionnement des forces nationales de défense et de sécurité afghanes, circulant entre les villes de Maïmana et de Mazar-e Charif, ont été attaqués à plusieurs reprises faisant quelque 50 victimes et entraînant la destruction de 40 véhicules, un revers pour les efforts faits par les forces de sécurité afghanes compte tenu de l'action qu'elles ont déployée dans la zone. Les frappes aériennes continuent d'appuyer les actions militaires afghanes et internationales contre les éléments hostiles au Gouvernement à travers le pays, avec un nombre sans précédent de frappes aériennes enregistrées durant la période considérée. La plupart d'entre elles, environ un tiers, se sont produites dans la province de Helmand, où le mollah Manan, désigné « gouverneur officieux » par les Taliban, a été tué le 1^{er} décembre par un drone, suivi des provinces de Farah, Orozgan, Nangarhar, Gazni et Fariyab. Au cours de la période considérée, cinq militaires de la coalition internationale ont été déclarés tués au combat, dont deux au cours des trois premières semaines de janvier 2019.

20. Plusieurs attentats spectaculaires se sont produits au cours de la période considérée, principalement à Kaboul, malgré un rythme moins effréné d'attentats-suicides et d'attaques complexes dans l'ensemble du pays. Les deux attaques majeures qui se sont produites à Kaboul, à savoir un attentat-suicide contre un rassemblement religieux, le 20 novembre, et une attaque complexe contre les bâtiments du Ministère des travaux publics, du Ministère du travail et des affaires sociales et du Ministère des martyrs et des invalides le 24 décembre, n'ont toujours pas été revendiquées. Le personnel de l'ONU qui se trouvait à l'intérieur du Ministère des travaux publics lors de l'attaque était protégé par des éléments des services de protection diplomatique afghane et ont été évacués en toute sécurité. Deux attaques visant des enceintes internationales associées aux efforts militaires ont été revendiquées par les Taliban, une le 28 novembre contre le « Camp Anjuman » et l'autre le 14 janvier contre la « zone verte ». Les dix membres du personnel des Nations Unies présents dans le complexe de la « zone verte » durant l'attaque n'ont pas été blessés, mais deux membres du personnel l'ont été légèrement. Une autre attaque asymétrique contre les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, revendiquée par les Taliban, s'est produite le 21 janvier lorsqu'un véhicule de type Humvee piégé a explosé à l'intérieur d'une base de la Force de réaction rapide, dans la Province de Ouadakh, tuant 39 membres des Forces de sécurité et blessant 58 autres.

21. Plusieurs manifestations se sont déroulées dans l'ensemble du pays en lien avec les élections, les victimes civiles ou l'arrestation de personnes très médiatisées. En l'espace d'une semaine à la fin du mois de novembre, au moins quatre manifestations ont été organisées pour protester contre le nombre de victimes civiles résultant d'opérations militaires progouvernementales dans le district de Gelan (province de Gazni) ; le district de Jabel Seraj (province de Parwan) ; le district de Muhammad Aghah (province de Logar) ; et le district de Gormal (province de Paktika). Le

25 novembre, la Direction nationale de la sécurité a arrêté Ali Pur, un commandant de la milice Hazara, soupçonné d'avoir participé à des activités criminelles. L'arrestation a déclenché de nombreuses manifestations dans les villes de Kaboul et de Bamyân, où elles ont dégénéré en violences ainsi que dans les provinces de Herat, de Balkh, de Deykondi et de Ouwardak. Ali Pur a été remis en liberté le 26 novembre. Les manifestations localisées contre les résultats préliminaires et le recomptage des votes des élections législatives ont parfois entraîné la fermeture de routes ou de bureaux provinciaux d'organismes de gestion électorale.

22. L'État islamique d'Iraq et du Levant – province du Khorassan (EIIL-province du Khorassan) a bien résisté, malgré le rythme soutenu des opérations menées par les forces militaires afghanes et internationales contre ses bastions dans les provinces de Nangarhar et de Kounar. Ces opérations, y compris des frappes aériennes, ont fortement contribué à affaiblir l'EIL-province du Khorassan. La MANUA a signalé des affrontements dans la province de Kounar entre les Taliban et l'EIL-province du Khorassan, donnant à penser que c'était peut-être l'endroit le plus actif pour ces deux mouvements, même s'ils les ont également poursuivis dans la province de Nangarhar. L'intensification des mesures prises par les Forces de défense et de sécurité afghanes ont amélioré la sécurité dans la ville de Jalalabad en 2019, alors que la capitale de la province avait connu une augmentation de 10 % des attentats-suicides en 2018, principalement commis par l'EIL-province du Khorassan. Le 23 novembre, l'EIL-province du Khorassan a revendiqué un attentat-suicide dans une mosquée située dans une base militaire du district de Mandozai, province de Khost, qui aurait provoqué la mort de 35 membres du personnel de sécurité.

23. Neuf incidents concernant des membres du personnel des Nations Unies ont été signalés, dont deux cas d'intimidation et sept actes criminels.

C. Coopération régionale

24. La coopération régionale à l'appui du processus de paix afghan s'est intensifiée au cours de la période considérée, alors que le Gouvernement afghan et les pays de la région renforçaient leurs efforts mutuels. En janvier, le Conseiller à la sécurité nationale, Hamdullah Mohib, s'est rendu en Inde, en Chine, en Arabie saoudite et dans les Émirats arabes unis pour discuter du processus de paix, de la lutte contre le terrorisme et des liens bilatéraux et multilatéraux. Les interlocuteurs ont fait part de leur soutien au processus de réconciliation afghan et à la pérennisation de la coopération à cet égard.

25. La République islamique d'Iran a également renforcé sa coopération en faveur du processus de paix afghan. Le 26 décembre, le Secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran, le général Ali Shamkhani, s'est réuni à Kaboul avec le Président Ghani, le chef de l'exécutif, Abdullah, et le Conseiller à la sécurité nationale, Hamdullah Mohib. Le 30 décembre, le Ministère iranien des affaires étrangères a indiqué qu'une délégation des Taliban s'était rendue en République islamique d'Iran pour des pourparlers concernant le processus de paix en Afghanistan, ce dont le Gouvernement afghan avait eu connaissance. Le 5 janvier, Abbas Araghchi, Vice-Ministre des affaires étrangères iranien s'est rendu à Kaboul, pour rencontrer le Président Ghani, le chef de l'exécutif Abdullah et le Ministre afghan des affaires étrangères, Salahuddin Rabbani. M. Araghchi a fait un exposé sur les pourparlers avec les Taliban et a réaffirmé l'engagement de l'Iran en faveur d'un processus de paix dirigé et maîtrisé par les Afghans.

26. Le Pakistan a poursuivi ses contacts avec l'Afghanistan par voie bilatérale ou multilatérale. Du 24 au 26 décembre, Shah Mahmood Hussain Qureshi, le Ministre pakistanais des affaires étrangères, s'est rendu à Kaboul, à Téhéran, à Beijing et à

Moscou dans le cadre de l'action menée à l'échelon régional par Islamabad à l'appui des efforts de paix. Le 15 décembre, le deuxième Dialogue entre les ministres afghan, chinois et pakistanais des affaires étrangères s'est tenu à Kaboul. Dans leur déclaration commune, les trois parties sont convenues de continuer à assoir une confiance politique mutuelle et à appuyer les efforts de réconciliation et les autres domaines clefs de la coopération trilatérale, notamment ceux du développement et de la connectivité, de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme. Les trois parties ont décidé de mettre en œuvre le consensus auquel sont parvenus les ministres des affaires étrangères lors du deuxième Dialogue en s'appuyant sur le Dialogue stratégique trilatéral au niveau des vice-ministres, la Consultation sur la lutte contre le terrorisme et la sécurité organisée au niveau des vice-ministres et sur la coopération concrète des directeurs généraux ainsi que d'autres mécanismes convenus.

27. La connectivité des échanges de l'Afghanistan a connu un nouvel élan le 13 décembre avec l'inauguration à Hérat du Couloir Lapis-Lazuli par le Président Ghani. Celui-ci devrait faciliter l'exportation de produits afghans, en particulier vers les marchés européens. Au cours de la période considérée, un premier lot de marchandises afghanes a été acheminé en Turquie par cet itinéraire.

28. En novembre 2018, la septième réunion du groupe technique régional sur les mesures de confiance concernant la lutte contre le terrorisme dans le cadre du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » s'est tenue à Abou Dhabi. À cette réunion, les pays participants se sont dit disposés à élaborer une stratégie régionale unifiée de lutte contre le terrorisme et à la mettre en œuvre conjointement.

III. Droits de l'homme

29. Le 25 février 2019, la MANUA a publié son rapport annuel de 2018 sur la protection des civils en période de conflit armé. La Mission a recensé 10 993 victimes civiles (3 804 tués et 7 189 blessés) entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018, chiffre le plus élevé enregistré en une seule année depuis 2009, date à laquelle la Mission a commencé à recenser systématiquement les victimes civiles, soit une augmentation globale de 5 % par rapport à 2017. La MANUA a attribué 63 % de toutes les pertes civiles à des éléments hostiles au Gouvernement (37 % aux Taliban, 20 % à l'EiIL-province du Khorassan, 6 % à des éléments indéterminés hostiles au Gouvernement, y compris l'EiIL-province du Khorassan autoproclamé), 24 % aux forces progouvernementales (14 % aux Forces nationales de sécurité afghanes, 6 % aux forces militaires internationales et 2 % aux groupes armés progouvernementaux), 10 % à des tirs croisés dont l'origine n'a pu être confirmée survenus durant des affrontements au sol entre des éléments hostiles au Gouvernement et les forces progouvernementales et 3 % à d'autres causes, notamment des restes explosifs de guerre et des bombardements transfrontières.

30. L'utilisation comme tactique d'engins explosifs improvisés (y compris les attentats-suicides et autres attaques) ont fait le plus de victimes civiles en 2018 (42 %), soit 4 627 (1 361 tués et 3 266 blessés), en augmentation de 11 % par rapport à 2017. Au cours de la période considérée, une attaque particulièrement grave a été perpétrée le 20 novembre lorsqu'un kamikaze s'est fait exploser lors d'un rassemblement organisé à l'occasion d'une fête religieuse, faisant 60 morts et 86 blessés parmi les civils. Les combats au sol, deuxième cause de décès et de blessures, ont fait 3 382 victimes civiles (864 tués et 2 568 blessés), soit 31 % du nombre total, accusant une légère baisse par rapport à 2017. La MANUA a continué de recenser un nombre élevé de victimes civiles du fait des frappes aériennes menées par les forces progouvernementales, faisant état d'un nombre record de 1 015 victimes (536 et 479 blessés) en 2018, une augmentation de 61 % par rapport à 2017, dont

64 % de femmes et d'enfants. Les opérations de recherche menées par les forces progouvernementales ont fait un nombre croissant de victimes parmi les civils, lequel s'élève à 353 victimes civiles (284 tués et 69 blessés). La Mission signale également qu'elle a recensé un ratio élevé de décès de civils à la suite de perquisitions et d'opérations aériennes, les opérations de recherche faisant appel à un appui aérien des forces militaires internationales. La MANUA a recensé 3 062 victimes parmi les enfants (927 tués et 2 135 blessés) et 1 152 parmi les femmes adultes (350 tuées et 802 autres blessées) en 2018, des chiffres en baisse par rapport à 2017. Les affrontements au sol continuent d'être la principale cause des victimes parmi les enfants (1 192), dont 276 tués et 916 blessés. Les attaques au moyen d'engins explosifs improvisés par des éléments hostiles au Gouvernement ont été la deuxième principale cause des accidents chez les enfants, avec 517 victimes (129 enfants tués et 388 blessés). Les opérations aériennes menées par les forces progouvernementales en 2018 ont fait 492 victimes parmi les enfants (236 morts et 256 blessés), soit une augmentation de 85 % par rapport à l'année précédente et une hausse de 107 % du nombre d'enfants tués. Les enfants ont continué de constituer la grande majorité (87 %) du nombre de victimes de restes explosifs de guerre, avec 426 victimes (136 enfants tués et 290 blessés) en 2018.

31. Du 1^{er} octobre au 31 décembre 2018, l'Équipe spéciale de surveillance et d'information sur les violations graves commises contre des enfants en période de conflit armé a confirmé 69 attaques visant des écoles et leur personnel, contre 33 incidents au cours du trimestre précédent. L'Équipe spéciale a attribué 65 incidents aux éléments antigouvernementaux (55 par les Taliban, 7 par l'EIL-province du Khorassan, 2 par des groupes armés non identifiés et 1 conjointement par l'EIL-province du Khorassan et les Taliban), 4 aux forces progouvernementales (2 par l'armée nationale afghane et 1 chacun par les forces militaires internationales et par les milices progouvernementales). Cette augmentation est principalement due aux attaques menées par les Taliban contre des écoles utilisées comme bureaux de vote. L'Équipe spéciale a confirmé 48 incidents liés aux élections et entravant l'enseignement, (46 par les Taliban, dont 2 consistant dans des enlèvements collectifs de responsables scolaires faisant office d'agents électoraux ; 1 par une milice progouvernementale et 1 résultant de combats entre l'armée nationale afghane et les Taliban).

32. L'EIL-province du Khorassan a continué de prendre pour cible les écoles de filles en représailles contre les attaques aériennes des forces progouvernementales dans la région orientale. Sur les 12 attaques perpétrées contre des établissements de santé et le personnel de santé vérifiées par l'Équipe spéciale, huit l'ont été contre des installations, deux contre des membres du personnel de santé, et deux contre des installations et du personnel, 19 ayant été recensées durant la période précédente. L'Équipe spéciale a attribué 10 cas à des groupes armés (neuf aux Taliban et un à l'EIL-province du Khorassan) et deux aux forces militaires internationales.

33. L'Équipe spéciale a vérifié cinq cas d'enlèvements d'enfants par des groupes armés concernant 11 garçons (quatre par des Taliban concernant neuf garçons et un par l'EIL-province du Khorassan impliquant deux garçons), contre cinq au cours du trimestre précédent et concernant 15 garçons. En outre, l'Équipe spéciale a vérifié deux cas d'enrôlement et d'utilisation d'enfants par les groupes armés, concernant deux garçons (un par les Taliban et un par des éléments antigouvernementaux indéterminés).

34. Le Gouvernement a pris de nouvelles mesures en faveur de la promotion et de la protection des droits des femmes. Le 18 décembre, il a approuvé une politique de promotion de l'accès des femmes à l'héritage et à la propriété dans le but de renforcer l'autonomisation économique des femmes et leur indépendance financière, laquelle

entrera en vigueur en mars 2019. Le 20 décembre, l'Afghanistan a soumis son troisième rapport périodique en application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Dans le rapport, il est fait état des réalisations du Gouvernement en ce qui concerne la promotion de la participation des femmes à la vie politique, économique et législative, telles que la mise en œuvre du programme prioritaire national pour l'autonomisation économique des femmes. Le rapport fait en outre état des progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations du Comité, en particulier en ce qui concerne les femmes, la paix et la sécurité, les mécanismes de protection juridique, la violence à l'égard des femmes et les pratiques préjudiciables. Le Gouvernement a également poursuivi ses efforts pour accroître la représentation des femmes à des postes de haut niveau dans la fonction publique. Le 4 décembre, le Gouvernement a nommé la première femme Ministre adjointe de l'intérieur, chargée des politiques et des stratégies. Pour la première fois également, le 14 décembre, une femme a été nommée au poste d'Ambassadeur d'Afghanistan aux États-Unis et le 31 décembre, une femme a été nommée Représentante Permanente de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies. Au niveau municipal, le 2 janvier, la municipalité de la province de Kaboul a nommé 11 femmes députés dans 22 circonscriptions de district. La période considérée a été marquée par de vives préoccupations concernant la préservation des progrès accomplis en matière de droits de l'homme, notamment ceux des femmes, au cours des 18 années précédentes. Elles ont contribué à multiplier les efforts de plaidoyer et de lobbying par les défenseurs des droits dans tout le pays, encourageant le Gouvernement afghan et les Taliban à faire participer les femmes, sur un pied d'égalité, aux discussions sur le processus de paix.

35. Le troisième cycle de l'examen périodique universel de l'Afghanistan a eu lieu à Genève, le 21 janvier. Le Groupe de travail sur l'examen périodique universel a adopté le rapport concernant l'Afghanistan le 25 janvier. Dans son rapport national au Conseil des droits de l'homme, l'Afghanistan a pris note des mesures visant à appliquer les recommandations issues du deuxième cycle d'examen, notamment en ce qui concerne la protection des civils, la protection des droits des femmes et la réalisation de progrès pour ce qui est d'harmoniser les priorités nationales de développement avec les objectifs de développement durable. Du 7 au 9 janvier, l'Organisation des Nations Unies a mis en œuvre un programme d'assistance technique pour préparer la délégation afghane en vue de l'examen et renforcer les capacités des ministères concernés à mettre en œuvre les recommandations de l'examen.

36. Les journalistes et les professionnels des médias ont continué de faire face à des niveaux élevés de violence liée aux conflits. Au cours de la période considérée, la MANUA a recensé cinq incidents ayant entraîné la mort de deux journalistes, un enlèvement et des menaces à l'encontre de professionnels des médias, dans les provinces de Farah, Kaboul, Nangarhar et Zabol. Au cours de la période considérée, la Mission a organisé sept manifestations pour promouvoir la sécurité des journalistes et le rôle des défenseurs des droits de l'homme et des agents des médias dans la protection des droits de l'homme. Ces manifestations ont rassemblé 246 participants, dont 41 femmes, dans les provinces de Baghlan, Helmand, Hérat, Kunduz, Paktiya, Sar-e Pol et Zabol.

IV. Coordination de l'aide au développement

37. Les 27 et 28 novembre, le Gouvernement afghan et l'ONU ont accueilli conjointement la Conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan, au cours de laquelle le Gouvernement et la communauté internationale ont dressé le bilan de la mise en œuvre du programme de réforme du pays. Le Gouvernement a noté que

certaines problèmes, en particulier la poursuite du conflit armé, avaient sapé les efforts visant à parvenir à l'autonomie. Les participants ont tenu des débats approfondis sur la question de la paix, mettant l'accent sur les liens existant entre la paix et le développement. La Conférence s'est achevée par l'adoption d'un communiqué conjoint et du cadre de responsabilité mutuelle de Genève, qui comprend 24 produits livrables à court terme décrivant les responsabilités mutuelles pour les programmes d'aide en 2019 et 2020. Il s'agissait notamment d'un produit visant à accroître la participation des femmes dans la fonction publique et d'un autre visant à améliorer la protection des femmes. À l'issue de la Conférence, le Ministère des finances a commencé à élaborer un plan de mise en œuvre du cadre avec les contributions de la communauté des donateurs. La MANUA, en collaboration avec la Banque mondiale et les partenaires de développement, a également lancé un débat centré sur les paragraphes 6 et 15 du communiqué concernant les exigences socioéconomiques dans une situation de paix. Des travaux ont également commencé visant à élaborer un ensemble d'initiatives économiques, notamment une liste hiérarchisée des réformes des politiques et des investissements publics propres à améliorer les résultats économiques en Afghanistan.

38. À la date de la Conférence de Genève, l'ensemble des 10 programmes prioritaires nationaux avaient été finalisés et approuvés par les hauts conseils chargés du développement. Tous sont en cours de mise en œuvre. Selon le bilan des programmes prioritaires nationaux publié en novembre 2018, la mise en œuvre de la Charte citoyenne avait commencé dans plus de 11 000 collectivités situées dans les 34 provinces du pays, touchant près de 10 millions de personnes. En janvier 2019, plus de 100 millions de dollars de subventions avaient été versés à la population locale et plus de 4 000 projets étaient en cours. La participation des femmes à la prise de décisions au niveau local a augmenté dans le cadre du programme, les femmes représentant plus de 49 % des plus de 200 000 membres élus des conseils de développement communautaire et 50 % des membres du Bureau du Conseil. Selon les estimations, 78 % des électrices ont participé aux élections, taux de participation plus élevé que celui des hommes.

39. Le 31 décembre, l'Assemblée nationale a approuvé le budget national pour 2019. C'était la première fois que le budget était approuvé en première lecture. Les secteurs de la sécurité, des infrastructures, de l'éducation, de la santé et de l'agriculture ont reçu la plus grande part des allocations budgétaires. Sur le montant total du budget, 71 % sont affectés aux dépenses opérationnelles, ce qui laisse 29 % pour les initiatives de développement. Les crédits alloués au développement pour 2019 ont augmenté de 12 % par rapport à 2018. Le Gouvernement financera environ 47 % du budget, le solde étant financé par les donateurs. Le 25 décembre, le Ministère des finances a indiqué que les dépenses de développement avaient augmenté de 91,5 % en 2018 contre 67 % en 2017 expliquant cette augmentation par les réformes intervenues dans les processus budgétaires, notamment l'amélioration des consultations menées au cours de la préparation du budget.

40. Le Gouvernement a poursuivi ses efforts visant à mettre en œuvre la réforme de la fonction publique. Le 31 décembre, la Commission indépendante de la réforme administrative et de la fonction publique a lancé un programme triennal de réforme de l'administration publique intitulé « Tracking Afghanistan's Government Human Resource Management and Institutional Reforms », financé par le Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan. Le programme vise à améliorer la planification des ressources humaines et le recrutement fondé sur le mérite et à renforcer les capacités des ministères et des organismes publics. Il vise également à accroître la représentation des femmes dans la fonction publique, en imposant un quota de 10 % de femmes pour tous les nouveaux recrutements afin de respecter l'engagement pris par le Gouvernement de faire en sorte que la représentation des

femmes atteigne 30 % dans la fonction publique d'ici à 2020. Le Gouvernement a également fait des progrès concernant la mise en œuvre de sa politique de gouvernance infranationale. Le 26 décembre, le Président a publié un décret portant création d'un comité ministériel de la gouvernance infranationale relevant du Haut Conseil de l'état de droit et de la lutte contre la corruption, chargé de coordonner la mise en œuvre des politiques.

41. Le 25 décembre, un sous-comité du Haut Conseil de l'état de droit et de la lutte contre la corruption, présidé par le deuxième Vice-Président Danesh, a achevé ses révisions de la stratégie gouvernementale de lutte contre la corruption, en incorporant les suggestions de la MANUA et de partenaires internationaux visant à rendre les critères de la stratégie plus faciles à utiliser. L'adoption de la stratégie révisée par le Haut Conseil est en instance. Le 30 décembre, les membres de la nouvelle commission de l'accès à l'information ont été nommés, ouvrant la voie à l'application de la loi sur l'accès à l'information.

42. Le Gouvernement a poursuivi ses efforts pour lutter contre l'impunité pour les infractions graves, avec des résultats mitigés. Le 25 décembre, un ancien ministre des télécommunications et des technologies de l'information a été acquitté de détournement de pouvoirs en matière de recrutement et de collecte des recettes fiscales, dans une affaire portée devant une chambre spéciale de la Cour suprême qui était en instance depuis plus de deux ans. Par ailleurs, l'ancien ministre a été condamné par le Centre de justice pénale chargé de la lutte contre la corruption pour un abus de pouvoir commis alors qu'il était ministre adjoint. Depuis sa création, le Centre a examiné 42 affaires concernant 199 défenseurs et 45 recours en appel concernant 142 appelants. L'exécution des mandats d'arrêt concernant les affaires portées devant le Centre demeure un sujet de préoccupation. En janvier 2019, environ un tiers des mandats avaient été exécutés mais aucune des personnes visées n'avait été placée en détention.

V. Aide humanitaire et réfugiés

43. Entre le 1^{er} novembre et le 10 janvier, le conflit a fait 49 001 nouveaux déplacés, ce qui porte à 364 883 le nombre total des déplacés en 2018. Plus de la moitié d'entre eux (58 %) étaient âgés de moins de 18 ans. Bien que les déplacements liés au conflit aient diminué de plus d'un quart en 2018 par rapport à 2017, de nombreuses familles déplacées n'avaient aucune perspective immédiate de pouvoir retourner dans leur région d'origine en toute sécurité et dans la dignité. En 2018, les partenaires humanitaires ont apporté des formes d'assistance vitale à 114 697 personnes déplacées par le conflit.

44. En novembre 2018, de violents combats entre groupes ethniques ont éclaté dans le district de Khas Orozgan (province d'Orozgan), puis ont gagné les districts de Jaghouri et de Malistan (province de Ghazni), affectant les communautés Hazara et entraînant le déplacement de près de 5 000 familles vers d'autres villages et provinces aux alentours. Face à cette situation, les familles déplacées ont reçu une combinaison d'aide du Gouvernement, d'organismes des Nations Unies et de partenaires humanitaires, consistant dans du combustible et du bois de chauffage, une assistance pécuniaire à objectifs multiples, des vivres et des articles non alimentaires, et elles ont bénéficié du regroupement familial et d'un soutien psychosocial.

45. Le nombre de cas de traumatismes ayant nécessité un traitement durant la période allant du 1^{er} novembre au 31 janvier était de 30 934, en augmentation de 17 % par rapport à 2017. Les besoins étaient particulièrement élevés dans les provinces de Nangarhar, Kandahar et Helmand, où les affrontements ont fait de nombreuses victimes et où l'accès est limité. Durant la période considérée,

15 partenaires du module sectoriel Santé ont dispensé des consultations à 593 643 personnes, dont 61 % étaient des femmes et des filles.

46. Au cours de la période considérée, deux nouveaux cas de poliomyélite ont été relevés, portant à 21 le nombre total de cas en 2018. Quinze de ces cas ont été relevés dans le sud du pays et cinq dans l'est. Les campagnes de vaccination contre la poliomyélite se heurtent à des difficultés d'accès dans le sud du pays, où l'interdiction des campagnes de vaccination en porte-à-porte est en vigueur depuis mai 2018. Le programme, en dialoguant avec les représentants des communautés, a obtenu l'accès pour la vaccination de site à site, procédure qui n'est toutefois pas suffisante pour interrompre la transmission de la poliomyélite. Deux campagnes infranationales ont été effectuées au cours de la période considérée, la première en décembre 2018 auprès de 4 313 221 enfants, la seconde en janvier 2019 auprès de 2 375 710 enfants. Le programme n'a pas été en mesure de vacciner environ 800 000 enfants en décembre en raison de difficultés d'accès.

47. Au cours des deux derniers mois de 2018, les acteurs humanitaires ont considérablement intensifié leurs opérations pour intervenir dans les 22 provinces les plus gravement touchées par la sécheresse, ainsi que par l'aggravation des déplacements dans l'ouest du pays. Au 31 décembre 2018, les partenaires humanitaires avaient apporté une aide humanitaire à 3,5 millions de personnes touchées par la sécheresse. Trois millions de personnes avaient reçu une aide alimentaire et une aide à la subsistance ; 1 million de personnes avaient accès à l'eau potable ; 800 000 personnes avaient bénéficié de services de santé d'urgence ; 15 100 familles dans les provinces de Badghis et de Hérat avaient bénéficié d'un hébergement d'urgence. Sur le nombre total de personnes auxquelles une aide a été apportée, 2,3 millions ont reçu une aide de l'ONU, qui a acheminé plus de 40 000 tonnes d'aliments et versé plus de 3,24 millions de dollars au titre de l'aide pécuniaire pour l'achat de nourriture. Selon l'analyse la plus récente, environ 13,5 millions de personnes, soit plus du tiers de la population, se trouvent en situation de crise ou d'urgence alimentaire, ce qui les expose à un risque accru de morbidité ou de mortalité excessives. Le Système d'alerte rapide aux risques de famine a noté qu'une combinaison de sécheresse, de conflit qui se poursuit et de faibles transferts de fonds avait entraîné une demande inhabituellement élevée d'aide alimentaire et de moyens de subsistance, et a prédit que les provinces de Badghis, Badakhchan et Deykondi resteraient probablement en situation d'urgence au moins jusqu'en mai 2019 si les partenaires humanitaires ne continuaient pas à fournir une aide alimentaire et une aide à la subsistance dans les zones rurales.

48. L'ONU et ses partenaires continuent d'appliquer une double réponse à la sécheresse, en planifiant la fourniture d'une aide durable dans les zones rurales touchées par la sécheresse jusqu'à la prochaine récolte afin de prévenir de nouveaux déplacements, de restaurer les moyens de subsistance et d'encourager les retours. Dans le même temps, ils fournissent un appui à la préparation pour l'hiver et des abris d'urgence aux familles déplacées dans des centres urbains, jusqu'à la fin du premier trimestre de 2019 au moins. À la fin de 2018, l'ONU et ses partenaires avaient aidé plus de 400 000 personnes déplacées dans l'ouest du pays, tout en assurant la réinstallation de 484 familles déplacées qui étaient menacées d'expulsion vers le site de Shahrak-e-Sabz (province de Hérat). Au total, environ 29 500 familles déplacées vivaient dans des sites de fortune dans la province de Hérat et plus de 13 000 familles déplacées se trouvaient dans la province de Badghis.

49. En novembre également, la première équipe de déminage entièrement féminine du pays a réussi à déminer l'un des derniers champs de mines de la province de Bamiyan. L'équipe composée de 13 membres a remis à disposition de la communauté 51 520 mètres carrés de terres qui avaient été contaminées. En décembre, les Nations

Unies ont déminé les restes explosifs de guerre à l'intérieur et autour de l'école secondaire centrale de filles du district Almar (province de Fariyab). Ainsi, les élèves ont pu retourner à l'école et passer leurs examens avant le congé d'hiver. De novembre à janvier, l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires ont déminé 4,78 kilomètres carrés de terrains contaminés par des explosifs à fort impact, au bénéfice de 46 communautés. Au cours de la période considérée, environ 80 715 personnes ont bénéficié d'une éducation aux risques financée par l'ONU dans l'ensemble du pays au titre d'une réponse aux préoccupations en matière de protection des rapatriés du Pakistan et de la République islamique d'Iran.

50. Du 1^{er} novembre 2018 au 20 janvier 2019, 156 280 immigrants et rapatriés sans-papiers au total sont arrivés en Afghanistan, 5 285 rapatriés sans papiers en provenance du Pakistan, 146 633 en provenance de la République islamique d'Iran et 3 299 rapatriés en provenance d'Europe. Au cours de la même période, 823 réfugiés sont revenus du Pakistan, 219 de la République islamique d'Iran et 21 d'autres pays. Le nombre de réfugiés enregistrés revenant en Afghanistan en 2018 a diminué de 73 % par rapport à 2017 (13 584 en provenance du Pakistan, 1 964 de la République islamique d'Iran et 151 d'autres pays). Le nombre de sans-papiers revenant en Afghanistan de la République islamique d'Iran a atteint un record historique, 773 125 rapatriés et expulsés en 2018, contre 460 000 en 2017. En janvier 2019, le Gouvernement pakistanais a prolongé jusqu'au 23 mars 2019 la validité des cartes de citoyenneté afghane pour quelque 327 000 ressortissants afghans résidant au Pakistan, après quoi l'Afghanistan et le Pakistan sont convenus du retour de 50 000 détenteurs de ces cartes d'ici au 30 juin 2019.

51. Les restrictions imposées à l'accès humanitaire ont persisté : l'ONU et ses partenaires humanitaires s'y sont heurtés à 79 reprises entre le 1^{er} novembre 2018 et le 27 janvier 2019. En 2018, un total de 317 incidents a été enregistré, y compris le meurtre de 28 travailleurs humanitaires. De plus, 53 autres ont été blessés et 88 enlevés. La tendance à des attaques plus violentes et plus délibérées contre les établissements de santé et le personnel de santé s'est également poursuivie, tandis que les démineurs étaient exposés à un risque particulièrement accru d'être enlevés et visés par des actes de violence armée. L'accès humanitaire aux populations nécessitant une aide dans des secteurs contestés ou contrôlés par des éléments hostiles au Gouvernement restait difficile. La présence accrue d'éléments antigouvernementaux sur les principaux axes de transit, comme les autoroutes reliant Kaboul à Kandahar, Hérat à Badghis et Kandahar à Tirin Kot, reste problématique pour la circulation des agents et des moyens humanitaires.

52. En novembre 2018, le plan d'aide humanitaire pour 2018-2021 a été révisé pour tenir compte des nouveaux besoins liés à la sécheresse. Le plan prévoyait 599 millions de dollars à l'appui de ces activités pour apporter une aide à 5,2 millions de personnes d'ici à la fin de 2018. Selon le Service de surveillance financière, un montant total de 537,3 millions de dollars a été reçu pour les interventions humanitaires en Afghanistan en 2018, dont 468,1 millions pour les activités inscrites dans le Plan, soit 78 % du montant total du financement demandé.

VI. Lutte contre les stupéfiants

53. Avec l'aide de ses partenaires internationaux, le Gouvernement afghan a poursuivi ses opérations de lutte contre les stupéfiants. Entre le 1^{er} novembre et le 31 janvier, les forces de l'ordre ont mené au total 1 004 opérations dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants, au cours desquelles ont été saisis 850 kg d'héroïne, 3 250 kg de morphine, 4 574 kg d'opium, 205 kg de méthamphétamine, 244 688 kg de haschich, 2 196 kg de cannabis, 3 595 comprimés de méthylènedioxy-

3,4 métamphétamine (MDMA), 45 514 kg de produits chimiques précurseurs solides et 82 315 litres de précurseurs chimiques liquides. Huit laboratoires de fabrication d'héroïne ont été démantelés et 28 installations de stockage de stupéfiants ont été détruites. Ces opérations ont abouti à l'arrestation de 1 144 suspects et à la saisie connexe de 182 véhicules, 330 armes et 12 radios. Au cours de ces opérations, deux agents de la brigade des stupéfiants afghane ont été tués.

54. Le Gouvernement et ses partenaires ont mené plusieurs initiatives d'appui au secteur agricole licite. Dans le cadre d'une initiative conjointe du Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, une conférence nationale sur l'investissement dans le développement du pignon s'est tenue le 8 janvier à Kaboul. Ont participé à cette conférence le Ministre de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage, le directeur exécutif de la Chambre du commerce et de l'industrie de l'Afghanistan et des représentants du secteur privé. Les participants ont examiné les avantages potentiels de la chaîne de valeur du pignon et ont étudié les possibilités d'investissement pour le secteur privé. Le 16 décembre, le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage a inauguré le premier centre d'appel pour les agriculteurs dans le cadre de ses activités de développement alternatif avec le concours de l'ONUDC, au titre du plan national de lutte contre les stupéfiants. Ce service fournit des conseils et des informations aux agriculteurs gratuitement dans les langues locales et vise à permettre aux agriculteurs locaux de contacter des experts agricoles du Ministère à titre consultatif.

VII. Appui à la Mission

55. Au 31 janvier, la Mission affichait un taux de vacance de postes de 9 % pour le personnel recruté sur le plan international (taux approuvé : 7 %), de 4 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national (taux approuvé : 5 %) et de 3 % pour les agents locaux (taux approuvé : 3 %). La proportion de femmes restait très faible. Au 31 janvier, le pourcentage de femmes par catégorie de personnel était le suivant : 34 % du personnel recruté sur le plan international ; 36 % des Volontaires des Nations Unies ; 13 % des administrateurs recrutés sur le plan national ; 8 % pour les agents locaux. Entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre, la MANUA a mené 110 missions terrestres et 13 missions aériennes, ainsi que 568 missions de sensibilisation inversées, dans le cadre desquelles des représentants de district se sont rendus dans les bureaux locaux de la Mission.

VIII. Observations

56. L'époque actuelle représente peut-être la plus grande chance à ce jour de parvenir à un règlement négocié du long et dévastateur conflit en Afghanistan. J'espère que les efforts actuellement déployés par les États Membres en vue d'un processus de paix global aboutiront à des pourparlers directs entre le Gouvernement afghan et les Taliban. Alors que ces efforts se poursuivent, je réaffirme qu'un accord de paix durable ne peut être conclu que par le biais d'un dialogue intra-afghan global. J'appelle à ouvrir immédiatement des négociations de fond directes, dans l'espoir de mettre fin à ce conflit et à son tribut en vies humaines, qui est inacceptable.

57. Pour être durable, tout processus de paix doit être inclusif. Trouver la voie d'un consensus national exige du temps, d'avoir une vision et de faire preuve de fidélité à l'égard des valeurs de la vie et de la dignité humaine, qui sont le fondement de toutes les sociétés. La cessation à terme de la violence, en soi, est prometteuse, mais ce n'est pas suffisant : la confiance en un avenir commun fondée sur la garantie des droits de

tous les Afghans doit être de rigueur. Un accord sera d'autant plus solide qu'il sauvegarde des principes tels que la participation à la vie civique et politique, l'autonomisation socioéconomique, l'accès aux soins de santé et à l'éducation et la protection de la loi pour tous les citoyens. J'appelle toutes les parties à faciliter la participation effective des femmes à toutes les étapes du processus de paix, aux niveaux local et national, et à faire en sorte que tout accord de paix qui en découle garantisse la protection et la promotion de leurs droits, conformément à la Constitution et aux obligations internationales de l'Afghanistan.

58. Il est important que tout processus de paix offre la possibilité aux pays de la région de participer. Parvenir à un consensus régional sur la stabilité en Afghanistan sera essentiel pour garantir le caractère durable de tout accord de paix. Je me félicite de l'expansion au cours des dernières années de la coopération entre l'Afghanistan et ses partenaires régionaux, ainsi que de leurs efforts continuels pour promouvoir la coopération sur le plan économique et en matière de sécurité et les interconnexions, dans l'intérêt mutuel de l'ensemble de la région. Au cours de la période critique actuelle, j'encourage l'Afghanistan et les pays voisins à renforcer leur coopération en vue de rendre la région plus pacifique et plus prospère.

59. Vu les nombreux problèmes internes que rencontre l'Afghanistan, le pays a vraiment besoin d'une assemblée législative représentative et engagée. Je souligne qu'il importe d'arrêter définitivement les résultats des élections parlementaires d'octobre 2018 afin de permettre l'entrée en fonction d'un nouveau Parlement. La responsabilité de la réussite des élections est partagée par les dirigeants politiques du Gouvernement et des partis d'opposition, ainsi que par les organismes de gestion des élections. Les dirigeants et leurs partisans devraient s'engager à ne contester les résultats que par des moyens juridiques et pacifiques. À l'avenir, il sera important de tirer les leçons du vote passé au Parlement et collaborer pour mettre en œuvre les réformes électorales nécessaires. Alors que les préparatifs se poursuivent en vue de l'élection présidentielle, des élections aux conseils de province et de district et aux élections législatives dans la province de Ghazni, qui se tiendront en juillet, je demande à tous les acteurs politiques de s'abstenir de toute ingérence dans les processus électoraux en cours et de reconnaître qu'ils ont collectivement et individuellement la responsabilité de faire en sorte que les prochaines élections soient crédibles et légitimes, afin que tous les Afghans qui cherchent à exercer leur droit constitutionnel de voter aient la possibilité de le faire.

60. Je demeure profondément préoccupé par les conséquences du conflit armé pour la population civile, l'ONU continuant d'enregistrer un nombre record de morts parmi les civils. Alors que l'année 2018 a vu une réduction constante du nombre de civils victimes de combats au sol, cette diminution a été plus que compensée par les niveaux record de civils victimes d'attentats-suicides perpétrés par des éléments hostiles au Gouvernement et d'attaques aériennes effectuées par les forces progouvernementales, qui ont considérablement augmenté l'année dernière. Un aspect particulièrement préoccupant est le fait que la population civile est de plus en plus souvent prise pour cible par des éléments hostiles au Gouvernement, principalement au moyen d'engins explosifs improvisés conçus, préparés et actionnés avec l'intention délibérée de tuer et de mutiler des civils et de détruire des moyens de subsistance. Je demande instamment à toutes les parties au conflit de respecter leurs obligations au regard du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

61. J'estime encourageantes les mesures prises par le Gouvernement pour protéger et promouvoir les droits des femmes, qui ont eu pour effet d'accroître la participation des femmes aux échelons supérieurs de la fonction publique ainsi qu'à la prise de décisions au niveau local, en particulier du fait de leur représentation aux conseils de développement communautaire. Néanmoins, la prévalence de la violence sexuelle et sexiste et les pratiques discriminatoires continuent d'entraver la pleine participation

des femmes à la vie politique, économique et sociale. Le règlement de ces questions nécessitera des efforts concertés de la part des dirigeants politiques et religieux, des décideurs, des magistrats et du personnel de sécurité pour prévenir la violence et amener leurs auteurs à en répondre sans tarder. J'encourage à poursuivre ces efforts pour protéger les défenseuses des droits de la personne et élargir l'accès à l'éducation pour les femmes et les filles, afin d'appuyer leur pleine participation à la vie sociale, économique et politique.

62. Conformément aux engagements pris lors de la Conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan, j'encourage le Gouvernement et la communauté internationale à poursuivre leur étroite collaboration, à assurer la continuité des réformes gouvernementales essentielles et de l'aide financière internationale, alors que la situation politique en Afghanistan continue d'évoluer. À cet égard, je me félicite de ce que les partenaires internationaux de l'Afghanistan, en collaboration avec la Banque mondiale et le système des Nations Unies, aient commencé à élaborer un plan d'action pour la poursuite du développement socioéconomique de l'Afghanistan à la suite d'un éventuel accord de paix.

63. L'application du principe de responsabilité des institutions publiques de l'Afghanistan ne peut être maintenue que par des processus gouvernementaux inclusifs et la participation active des citoyens. Les progrès accomplis par le Gouvernement dans l'application de la loi sur l'accès à l'information marque une étape importante vers l'amélioration de l'accessibilité et de la transparence de la structure de gouvernance du pays. J'engage le Gouvernement à redoubler d'efforts pour lutter contre l'impunité pour les infractions liées à la corruption, y compris en renforçant la coopération entre le Centre de justice pénale chargé de la lutte contre la corruption et les institutions chargées de la sécurité pour assurer l'exécution des mandats d'arrêt dans les meilleurs délais. Je me félicite également de l'engagement constructif entre le Gouvernement, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux, à mesure que le Gouvernement s'emploie à mettre en œuvre la version révisée de la stratégie de lutte contre la corruption.

64. L'incidence croissante de la poliomyélite en Afghanistan est fort préoccupante, car les difficultés d'accès continuent d'entraver la mise en œuvre des campagnes de vaccination de site à site dans certaines provinces du sud du pays. Rappelant l'obligation d'autoriser et de faciliter l'accès humanitaire aux populations civiles, j'appelle toutes les parties à autoriser un accès sans entrave aux vaccinateurs contre la poliomyélite qui accomplissent leur travail vital.

65. Les effets de la sécheresse continuent d'avoir des conséquences pour la situation humanitaire, en particulier dans les provinces de l'ouest de l'Afghanistan. En peu de temps, la sécheresse a provoqué des déplacements à grande échelle et a aggravé les conditions d'insécurité alimentaire que connaissaient déjà des millions de personnes, dont de nombreux enfants. Même une fois la crise immédiate atténuée, des millions d'autres Afghans continueront de perdre leurs moyens de subsistance et d'être en proie à l'incertitude économique sur le long terme. Je remercie les donateurs internationaux de leur généreuse réponse aux besoins humanitaires immédiats du pays liés à la sécheresse et j'encourage le Gouvernement afghan, ses partenaires internationaux et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies à continuer de travailler en collaboration pour améliorer les conditions de vie des millions de victimes de la sécheresse.

66. Je remercie l'ensemble du personnel des Nations Unies présent en Afghanistan et mon Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, Tadamichi Yamamoto, pour le dévouement sans faille dont ils continuent de faire preuve, dans des conditions difficiles, afin de tenir les engagements que nous avons pris pour venir en aide au peuple afghan.

Annexe

Progrès accomplis au regard des objectifs fixés

I. Sécurité

Objectif : institutions et mécanismes de sécurité afghans viables capables d'assurer la paix et la stabilité et de protéger le peuple afghan

Indicateurs de progrès	Réalisations
Accroissement des effectifs de la Police nationale afghane et de l'Armée nationale afghane encadrés, formés et opérationnels au sein d'une structure convenue	<ul style="list-style-type: none"> En 2018, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de la feuille de route des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes pour 2017-2020 dans le but d'accroître les capacités, de former des dirigeants, d'unifier le commandement et les opérations militaires, et de lutter contre la corruption. Conformément à la feuille de route, la Force de la police nationale afghane chargée du maintien de l'ordre et la police des frontières ont été transférées du Ministère de l'intérieur au Ministère de la défense en 2018. Les efforts visant à accroître les capacités offensives des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes se sont également poursuivis en 2018, avec l'expansion des Forces spéciales de sécurité afghanes et la modernisation des Forces aériennes afghanes. En mai 2018, l'armée de l'air afghane a commencé ses opérations avec des UH-60 Black Hawks. En 2018, les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes ont continué à lutter contre la corruption et la criminalité dans leurs rangs en renvoyant les affaires au Centre de justice pénale chargé de la lutte contre la corruption et à d'autres organes chargés des poursuites. Au cours de l'année 2018, 29 responsables militaires ont été jugés par le Centre de justice pénale. De plus, la stratégie nationale de lutte contre la corruption a été modifiée pour renforcer les mesures de lutte contre la corruption dans le secteur de la sécurité, y compris l'élimination des policiers « fantômes ».

II. Paix, réintégration et réconciliation

Objectif : concertation nationale et dialogue régional en vue de promouvoir, de manière constructive et en associant toutes les parties, l'instauration d'un environnement politique propice à la paix

Indicateurs de progrès	Réalisations
Élaboration et mise en œuvre de cadres nationaux et régionaux de renforcement des efforts de paix, de réintégration et de réconciliation ouverts à tous	<ul style="list-style-type: none"> Le 28 février 2018, le Gouvernement a convoqué la deuxième réunion du Processus de Kaboul pour la coopération en faveur de la paix et de la sécurité. La réunion, organisée avec l'assistance technique et les conseils de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), a rassemblé des représentants de 28 pays et organisations. À la réunion, le Président Ashraf Ghani s'est félicité des pourparlers de paix sans conditions menés

avec les Taliban, et les partenaires régionaux et internationaux ont exprimé leur appui à un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans.

- En 2018, trois conférences d'oulémas ont eu lieu à Jakarta (le 11 mai), Kaboul (le 4 juin) et la Mecque (Arabie saoudite) (10 et 11 juillet). Les participants à la Conférence de Jakarta ont publié une déclaration à l'appui de l'offre du Gouvernement afghan tendant à tenir des pourparlers de paix sans conditions préalables avec les Taliban et ont dénoncé le terrorisme et l'extrémisme violent. Lors de la Conférence de Kaboul, les 2 000 théologiens afghans qui y ont participé ont édicté une fatwa appelant les Taliban à répondre à l'offre du Président Ghani tendant à tenir des négociations de paix sans conditions préalables et ont dénoncé la pratique des attentats-suicides, la violence contre d'autres musulmans et le terrorisme en général. Lors de la Conférence de La Mecque, accueillie par l'Organisation de la coopération islamique, les 110 dignitaires religieux de 35 pays, dont 35 d'Afghanistan, qui y ont participé ont publié une déclaration appelant tous les musulmans à cesser les combats en Afghanistan et ont qualifié l'insurrection de fitna (sédition). Conformément aux déclarations des précédents conseils d'oulémas, la Déclaration de La Mecque a également appelé les Taliban à rejeter la violence et à s'engager dans un dialogue direct, pacifique et sans conditions préalables avec le Gouvernement afghan.
- Du 12 au 17 juin 2018, le Gouvernement a mis en œuvre un cessez-le-feu unilatéral pour l'Eïd al-Fitr. Les Taliban ont également mis en œuvre un cessez-le-feu unilatéral de trois jours pour la fête, qui a chevauché le cessez-le-feu du Gouvernement. Le Gouvernement a prolongé son cessez-le-feu jusqu'au 26 juin et a offert un cessez-le-feu à l'occasion de l'Eïd al-Adha en août 2018, mais ces gestes d'ouverture n'ont pas été payés de retour par les Taliban.
- Le 4 septembre 2018, Zalmay Khalilzad a été nommé Représentant spécial des États-Unis pour la réconciliation en Afghanistan. En cette qualité, M. Khalilzad a effectué trois visites en Afghanistan et dans la région entre septembre et décembre pour rencontrer les acteurs afghans, régionaux et internationaux. En réponse à ces événements, les Taliban ont annoncé publiquement qu'ils étaient également en contact avec M. Khalilzad. La MANUA a été en contact avec les parties et avec les acteurs régionaux et internationaux pour encourager la poursuite des efforts en faveur d'un processus de paix formalisé.
- Au cours de la Conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan, tenue les 27 et 28 novembre 2018, les participants ont réaffirmé leur détermination à soutenir un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans et ont décidé de collaborer sur les conditions socioéconomiques nécessaires à la paix. Le Président Ghani a également présenté la feuille de route du Gouvernement en faveur de la paix, qui prévoit la création d'une équipe de négociation de 12 personnes et d'un conseil consultatif

Indicateurs de progrès

Réalisations

Renforcement de la capacité des autorités afghanes de recueillir et de fournir des éléments d'information étayés, actualisés et exacts au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1988 \(2011\)](#)

national, le Conseil consultatif de haut niveau pour la paix. Une partie des membres de ce conseil, composé des principaux acteurs politiques et de la société civile, ont été nommés en décembre. En décembre également, le Président Ghani a nommé Mohammed Umar Daudzai son représentant spécial pour la paix dans la région.

- En 2018, le Gouvernement a continué de fournir des éléments d'information étayés, actualisés et exacts au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1988 \(2011\)](#).
- Le 30 mai 2018, l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions a présenté son neuvième rapport, établi en application des dispositions de la résolution [2255 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité concernant les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées dans la menace qu'ils constituent pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan ([S/2018/466](#)). Le rapport était fondé en grande partie sur des renseignements communiqués par les autorités afghanes.
- L'équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions a contribué à deux sessions de formation organisées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) sur la mise en œuvre des sanctions lors de ses visites, effectuées du 31 août au 20 septembre et du 5 au 15 décembre 2018. Cette formation a fait participer des responsables afghans de la Banque centrale, des ministères des finances, des affaires étrangères et des mines et du pétrole, du Conseil national de sécurité et des organes de sécurité.

Renforcement de l'adhésion du public au processus de paix grâce à une action menée à l'échelle des collectivités locales et avec la société civile

- En 2018, la MANUA a facilité la mise en œuvre de 16 initiatives de paix locales, et sept autres en étaient à la dernière étape de l'élaboration et prêtes à être mises en œuvre en 2019. Ces initiatives ont fourni un appui aux efforts de médiation et de réconciliation et de cohésion sociale faits par l'Afghanistan au niveau des provinces et des districts. Ces initiatives, qui ont fait intervenir des acteurs de 15 provinces, ont compris des activités de règlement des conflits, des dialogues communautaires, des jirgas et des réunions de sensibilisation avec des oulémas, des représentants tribaux, des membres des conseils provinciaux et des comités provinciaux pour la paix, des responsables gouvernementaux et des militants de groupes de jeunes et de femmes.
- À l'occasion des Journées portes ouvertes sur les femmes et la paix et la sécurité en 2018, la MANUA et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ont conduit 11 manifestations du 27 septembre au 15 novembre, qui ont réuni 249 participants, dont 212 femmes venues de 16 provinces. Des débats se sont tenus sur le thème de la participation des femmes au processus de paix, traitant principalement des pratiques culturelles traditionnelles discriminatoires profondément enracinées qui empêchent les femmes de participer pleinement et véritablement au processus de paix.

III. Gouvernance et renforcement des institutions

Objectif : élargissement de l'autorité de l'État à l'ensemble du pays grâce à l'instauration, jusqu'au niveau local, d'institutions démocratiques, légitimes et responsables dotées des moyens de mettre en œuvre des politiques et de se prendre progressivement en charge

Indicateurs de progrès

Réalisations

Renforcement de la capacité des autorités afghanes et des institutions électorales indépendantes de gérer et d'organiser des élections périodiques et intègres, en veillant à assurer la participation des femmes et à respecter les quotas fixés par la Constitution

- Le 13 janvier 2018, le Président Ghani a nommé Sayed Hafizullah Hashimi Commissaire de la Commission électorale indépendante dans le cadre des efforts déployés pour remédier au taux de vacance élevé, en particulier au niveau de la direction de la Commission. Le 7 mai, huit membres du personnel électoral provincial ont été recrutés par la Commission, tandis qu'Ahmad Shah Zamanzai a été nommé chef du personnel électoral et chef du secrétariat de la Commission par le Président Ghani le 19 juillet.
- Le 21 février 2018, le Japon a signé un accord portant sur le versement d'une contribution de plus de 13 millions de dollars aux fins de la tenue des élections législatives et des conseils de district de 2018 au titre du projet des Nations Unies relatif à l'appui électoral, et le 3 mai, l'Union européenne a signé un accord avec le Programme des Nations Unies pour le développement à Kaboul portant sur le versement d'une contribution de 15,5 millions d'euros (environ 18,6 millions de dollars) pour les élections se tenant en 2018 et 2019.
- Le 26 février 2018, la Commission a publié une déclaration pour donner la garantie qu'elle offrirait la possibilité à tous les électeurs afghans (y compris les personnes déplacées) d'exercer leur droit de vote et a réaffirmé sa volonté de continuer à tenir des réunions consultatives avec les parties prenantes politiques, y compris des représentantes des femmes, par le biais de forums électoraux nationaux.
- En 2018, la Commission a organisé 64 forums sur les élections provinciales dans 32 provinces. Ces forums ont rassemblé un large éventail de parties prenantes, notamment des représentants de partis politiques, d'organisations de la société civile et des médias, des militants de groupes de jeunes et de femmes, des anciens, des dirigeants religieux, et des représentants d'institutions gouvernementales concernées pour échanger des renseignements mis à jour sur les élections et encourager la participation du public aux processus électoraux nationaux et à l'appui à ceux-ci. La Commission a également organisé neuf forums sur les élections nationales à l'intention des représentants des organisations de la société civile concernées par les élections, des partis politiques et du Gouvernement, afin d'examiner les diverses étapes du processus électoral.
- Le 3 août 2018, la Commission du contentieux électoral a indiqué qu'à la suite de la procédure d'agrément des candidatures, 25 personnes avaient été radiées de la liste préliminaire des candidats aux élections parlementaires en raison de leurs liens avec des groupes armés illégaux. De plus, 37 autres candidats avaient reçu une sévère mise en garde et sept candidats un avis.

Indicateurs de progrès

Réalisations

Création du Comité mixte de suivi et d'évaluation de la lutte contre la corruption et définition d'objectifs de lutte contre la corruption

- Le 8 septembre 2018, la Commission électorale indépendante a signé un mémorandum d'accord avec l'Institution nationale des examens de recrutement du personnel électoral de district. Des examens ont ensuite été organisés pour recruter plus de 3 000 membres du personnel électoral déployés au niveau des districts et sous-districts et ailleurs sur le terrain.
- Le 22 septembre 2018, la Commission a annoncé qu'elle avait conclu un accord pour la fourniture de matériel de vérification biométrique des électeurs et que cette technique serait utilisée pour les élections législatives sous réserve que la Commission ait reçu le matériel nécessaire à temps.
- Les 20 et 21 octobre 2018, les élections parlementaires se sont tenues dans l'ensemble du pays, à l'exception de la province de Kandahar, où elles se sont tenues une semaine plus tard, le 27 octobre. Les élections pour la province de Ghazni ont été reportées à une date ultérieure en raison de l'insécurité.
- Lors des élections parlementaires d'octobre 2018, 35 % des 8,5 millions d'électeurs inscrits étaient des femmes, soit une augmentation de 8 % par rapport à l'élection présidentielle de 2014. Sur les 2 565 candidats aux 249 sièges parlementaires, 417 étaient des femmes. Il y avait 7 429 bureaux de vote pour les femmes contre 11 667 pour les hommes et environ 13 000 femmes afghanes ont assumé les fonctions de spécialiste des affaires électorales.
- Le 11 décembre 2018, la Commission a approuvé le plan opérationnel pour les élections présidentielles de 2019 indiquant que la désignation des candidats s'ouvrirait le 22 décembre 2018 et prendrait fin le 20 janvier 2019.
- Le 30 décembre 2018, le Président de la Commission, Gula Jan Abdul Badi Sayyad, a officiellement annoncé que l'élection présidentielle se tiendrait le 20 juillet 2019. Sayyad a ajouté que les élections aux conseils de province et de district auraient lieu en même temps que l'élection présidentielle en juillet et que les élections parlementaires reportées dans la province de Ghazni auraient lieu à la même date.
- Le 10 décembre 2018, le Comité a publié un rapport sur la vulnérabilité du Ministère des mines et du pétrole à la corruption, qui constituait la première analyse complète de la vulnérabilité à la corruption au niveau du Ministère et de l'ensemble du secteur extractif. Le rapport a formulé au total 189 recommandations à l'intention du Ministère. Le Comité a également publié sept rapports trimestriels de suivi de la vulnérabilité à la corruption, à l'intention du Ministère de la justice en août 2018 et en janvier 2019, du Ministère de la santé publique en février et juin 2018, du Ministère de l'éducation en juin et novembre 2018 et de Da Afghanistan Breshna Sherkat, la compagnie nationale d'électricité, en août 2018. Le Comité a également commencé à élaborer des rapports de vulnérabilité à la corruption à l'intention des deux chambres du Parlement et du Ministère de l'intérieur, qui devraient être achevés au début de 2019.

Mise à la disposition des institutions chargées de la lutte contre la corruption des moyens de faire respecter la politique à cet égard dans toutes les instances gouvernementales

- En ce qui concerne les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'ensemble des recommandations du Comité, 105 des 299 recommandations avaient été pleinement appliquées, tandis qu'à la fin de 2018, 72 recommandations l'avaient été partiellement.
- En décembre 2018, le Gouvernement a annoncé la fusion de l'Autorité foncière afghane avec le Ministère du développement urbain pour former le Ministère du développement urbain et des affaires foncières afin de réaliser des économies de temps et de coûts et consolider les institutions qui avaient des mandats analogues.
- Le 5 septembre 2018, une nouvelle loi relative à la lutte contre la corruption a été adoptée par décret présidentiel et est en instance d'examen par le Parlement. Outre la création d'une commission indépendante de lutte contre la corruption, conformément aux dispositions de la Convention des Nations Unies contre la corruption, la loi a également établi une base solide pour le Centre de justice pénale chargé de la lutte contre la corruption et le Groupe de travail sur les crimes graves, qui opéraient auparavant sur la base d'arrêtés administratifs.
- Le 25 septembre 2018, le Haut Conseil de l'état de droit et de la lutte contre la corruption a publié son premier rapport semestriel sur la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption, qui a fait état des réalisations importantes concernant les cinq piliers de la stratégie. Le 25 décembre, à la suite de l'examen de la mise en œuvre, le Conseil supérieur a adopté une stratégie révisée pour la période 2019-2020.
- Tout au long de 2018, le Haut Conseil de l'état de droit et de la lutte contre la corruption a continué de se réunir périodiquement. Le Président du Haut Conseil a de plus en plus délégué la présidence au deuxième Vice-Président et, par voie de conséquence, le Haut Conseil est devenu progressivement plus technique. De plus, les décisions sur les réformes stratégiques relatives à la lutte contre la corruption étaient de plus en plus prises à huis clos par l'entourage immédiat du Président sans débat au niveau du Haut Conseil.
- Le 18 novembre 2018, le Forum sur le Partenariat pour un gouvernement ouvert a convoqué sa quatrième réunion annuelle pour examiner son rapport à mi-année. Le rapport a suivi les progrès accomplis par le Gouvernement, la société civile et le secteur privé pour la mise en œuvre des engagements pris par l'Afghanistan à l'égard du Forum.
- En mars 2018, à la suite de la modification de la loi sur l'accès à l'information, une nouvelle commission d'accès à l'information, réduite, a été créée. La Commission compte cinq membres dédiés et rémunérés, qui sont nommés pour une durée maximale de cinq ans. La Commission reçoit un budget annuel du Ministère de l'information et de la culture, qui est chargé de la mise en œuvre de la loi à l'échelle des pouvoirs publics.

Indicateurs de progrès

Réalisations

Publication annuelle des déclarations de patrimoine souscrites par les agents de l'État

- En mars 2018, une modification apportée à la loi relative au Bureau du Procureur général a transféré la fonction d'investigation de la Haute autorité de contrôle et de lutte contre la corruption au Bureau du Procureur général adjoint pour la lutte contre la corruption nouvellement créé. La loi relative à la Haute autorité de contrôle et de lutte contre la corruption a ainsi été abrogée et la Haute autorité elle-même supprimée.
- Le 25 septembre 2018, le secrétariat du Haut Conseil de l'état de droit et de la lutte contre la corruption a signalé d'importantes réalisations dans l'enregistrement du patrimoine, y compris l'enregistrement du patrimoine de 9 153 fonctionnaires et employés gouvernementaux.

Renforcement des moyens des fonctionnaires des administrations de l'État, des provinces et des districts d'exercer leurs fonctions et de fournir des services

- En 2018, l'Institut de formation de la fonction publique a fait l'objet d'un examen fonctionnel, qui a débouché sur une réorientation de ses formations pour mettre l'accent sur la lutte contre la corruption administrative. L'Institut a fourni une formation à Kaboul à l'intention de 1 634 fonctionnaires nouvellement recrutés, dont 38 % étaient des femmes ; il a formé 2 028 autres fonctionnaires dans 15 provinces, dont 29 % étaient des femmes. La formation a porté sur toute une gamme de sujets, notamment des stratégies d'élimination de la corruption, la communication stratégique, la direction et la planification stratégiques, la gestion et le règlement des conflits, et le suivi et l'évaluation. L'Institut a également dispensé trois stages de formation aux fonctions de direction, d'une durée de deux semaines, à l'intention de 84 gouverneurs de district, dont 4 % étaient des femmes.

Transparence et efficacité accrues

- En 2018, la Commission indépendante de la réforme administrative et de la fonction publique a été à l'origine de modifications apportées à la loi relative aux fonctionnaires et de la mise en œuvre de nouvelles procédures de recrutement des hauts fonctionnaires au niveau infranational, afin d'accroître la transparence et l'efficacité dans la nomination des agents de la fonction publique. Les nouvelles procédures comprennent notamment l'informatisation des examens organisés par le Centre des examens nouvellement créé, qui relève de la Commission.
- En 2018, la Direction indépendante de la gouvernance locale a facilité la nomination au mérite de 244 des 377 gouverneurs de district et de 20 des 42 maires de municipalités au niveau des provinces. Parmi les uns et les autres, seulement deux gouverneurs de district et deux maires de municipalité étaient des femmes.

Consolidation de la réforme de la fonction publique axée sur une approche globale du renforcement des capacités et sur une assistance technique financée par les donateurs

- Une nouvelle politique est appliquée depuis le 10 janvier 2018 en vue de faire passer le pourcentage des femmes dans la fonction publique de 22 % à 24 % en 2018 et à 30 % en 2020. Cette politique comprenait un système de quotas, des privilèges administratifs, des mesures de protection sur le lieu de travail et l'amélioration des perspectives de carrière pour les femmes fonctionnaires.

Exécution de la politique de gouvernance et élaboration d'un cadre de réglementation, de financement et de budgétisation, à l'échelon infranational

- Le 25 juillet 2018, le Cabinet a approuvé la politique de gouvernance à l'échelon infranational intitulée « gouvernance axée sur les citoyens : une feuille de route pour la réforme à l'échelon infranational ». La nouvelle politique définit les relations entre les institutions publiques nationales et infranationales.
- En 2018, le Gouvernement a fait progresser la mise en œuvre des réformes de la gouvernance locale conformément à la politique de gouvernance infranationale, notamment en procédant à une révision de la législation pertinente. Le droit municipal a été modifié en septembre, tandis que le projet de loi sur les conseils locaux a été arrêté définitivement et soumis au Ministère de la justice en décembre pour de nouvelles procédures législatives. Le 26 décembre, un sous-comité de la gouvernance locale a été créé, relevant du Haut Conseil de l'état de droit et de la lutte contre la corruption, afin d'appuyer la mise en œuvre de la politique de gouvernance infranationale.

Définition et publication des critères régissant les frontières administratives

- En 2018, une nouvelle municipalité (la municipalité de Nimroz) a été délimitée et cartographiée, portant à 27 le nombre de frontières de municipalités provinciales pour lesquelles ce processus était achevé sur un total de 34. La même année, les frontières de 68 agglomérations urbaines (*gozars*) ont également été cartographiées.

Mise en place d'une infrastructure adaptée au fonctionnement des institutions gouvernementales, en particulier au niveau infranational

- En 2018, la construction des bureaux du conseil provincial avait commencé dans les provinces de Ghazni, Farah, Sar-e Pol, Bamiyan, Logar, Nouristan et Laghman et était presque achevée au moment de l'établissement du rapport. De plus, 275 nouveaux véhicules ont été achetés pour permettre à des fonctionnaires locaux de se rendre dans leurs bureaux et pour faciliter l'amélioration des activités de sensibilisation au niveau des populations locales.

Mise en place de systèmes judiciaires et pénaux crédibles et accessibles qui respectent et défendent les droits fondamentaux de tous les citoyens

- Le 14 février 2018, le nouveau Code pénal est entré en vigueur. Le Ministère de la justice, avec l'aide des donateurs, a imprimé 3 000 exemplaires du Code et les a distribués aux institutions judiciaires dans l'ensemble du pays ; toutefois, l'impression de copies supplémentaires du Code a été retardée pendant que le Code était examiné par le Parlement. En septembre, un nouveau Code pénal militaire a été approuvé par le Président et annexé au Code pénal.
- En 2018, le Centre de justice pénale chargé de la lutte contre la corruption a examiné 20 affaires concernant 75 accusés, qui ont abouti à 56 condamnations et à 19 acquittements. Les accusés ont compris trois anciens ministres adjoints, un membre d'un conseil provincial, deux anciens maires et quatre généraux. Par rapport à l'année précédente, cela représente une diminution du nombre d'affaires traitées par le Centre et de hauts responsables poursuivis.

IV. Droits de l'homme

Objectif : respect accru des droits de la personne des Afghans, conformément à la Constitution afghane et au droit international, l'accent étant mis en particulier sur la protection des civils, la situation des femmes et des filles, la liberté d'expression et la responsabilité fondée sur le respect de l'état de droit

<i>Indicateurs de progrès</i>	<i>Réalisations</i>
Diminution du nombre de cas de recours illégal à la force et d'actes d'intimidation contre les civils, le droit international étant mieux respecté par les acteurs concernés	<ul style="list-style-type: none"> • En 2018, la MANUA a continué de recenser un nombre élevé de morts et de blessés civils, à savoir 10 993 au total (3 804 morts et 7 189 blessés), ainsi que de nombreux dommages liés au conflit causés aux civils et aux infrastructures civiles. Selon la Mission, 63 % de ces personnes ont été victimes d'éléments hostiles au Gouvernement et 24 % des forces progouvernementales (dont les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, les groupes armés progouvernementaux et les forces militaires internationales). Les combats au sol entre les éléments hostiles au Gouvernement et les forces progouvernementales, pour lesquels la responsabilité n'a pu être établie, ont causé 10 % des pertes civiles. Les 3 % restants sont dus à des accidents, tels que l'explosion de restes explosifs de guerre, qui n'ont pu être imputés à aucune des parties au conflit. Le conflit a continué de faire des morts et des blessés parmi les femmes et les enfants, la Mission ayant dénombré 3 062 enfants parmi les victimes (927 morts et 2 135 blessés), un chiffre toutefois en baisse par rapport à 2017, ainsi que 1 152 femmes (350 mortes et 802 blessées), un chiffre également en baisse par rapport à 2017. • En 2018, le Gouvernement a continué d'appliquer la politique nationale de prévention et d'atténuation des pertes civiles, diverses entités des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes ayant publié des directives correspondantes. Le mécanisme public de suivi des victimes civiles, qui fait partie du Centre Taouhid au Bureau du Conseil national de sécurité, a continué d'améliorer son fonctionnement grâce aux conseils prodigués par les conseillers de la mission Soutien résolu. • Le nouveau code pénal afghan, en vigueur depuis le 14 février 2018, contient des dispositions qui érigent en infraction la pratique du bacha bazi, le recrutement et l'utilisation d'enfants par des forces armées et la falsification de cartes nationales d'identité. • En 2018, le Ministère de l'intérieur, avec l'appui technique et financier de la Mission et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, a achevé la mise en place de groupes de la protection de l'enfance dans les centres de recrutement de la Police nationale afghane des 34 provinces du pays. Il a ainsi été possible d'empêcher 327 mineurs (325 garçons et deux filles) de s'enrôler dans la Police, contre 294 garçons en 2017. • En novembre 2018, 55 enfants détenus pour des raisons liées au conflit ont été transférés de la Direction nationale de la sécurité au centre de réadaptation pour mineurs, la Mission ayant continué de faire valoir les droits et les besoins des enfants détenus auprès

Amélioration de la prise de conscience par les Afghans de leurs droits et par le Gouvernement de ses obligations

du Bureau du Procureur général et de la Direction nationale de la sécurité.

- En 2018, la Mission a rendu publics huit rapports dans lesquels elle a mis l'accent sur les morts et blessés civils, analysé les principales tendances et formulé des recommandations à toutes les parties au conflit. S'y trouvait le rapport annuel sur la protection des civils, trois mises à jour trimestrielles sur la protection des civils, un rapport spécial sur la violence liée aux élections anticipées (mai 2018), un rapport spécial sur les frappes aériennes sur Dacht-e Archi (mai 2018), un rapport spécial sur les engins explosifs improvisés (octobre 2018) et un rapport spécial sur les violences liées aux élections de 2018 (novembre 2018).
- En avril 2018, l'Afghanistan a ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui fait obligation au Gouvernement de mettre en place un mécanisme national indépendant de prévention de la torture et d'autres formes de mauvais traitements dans un délai d'un an à compter de son adhésion à la Convention.
- En avril 2018, l'Afghanistan a levé sa réserve à la Convention contre la torture, reconnaissant ainsi au Comité contre la torture la compétence de mener des enquêtes confidentielles sur les allégations de torture sur son territoire.
- En juin 2018, le Gouvernement a présenté son rapport de suivi des observations finales du Comité contre la Torture (CAT/C/AFG/CO/2), dans lequel il a mis en avant les progrès accomplis dans l'application de certaines recommandations du Comité.
- En octobre 2018, la nouvelle version du code pénal a été publiée au journal officiel. La loi prévoit que les victimes d'actes de torture puissent obtenir réparation et intenter des actions en justice devant les tribunaux pénaux et civils.
- Le 3 mars 2018, le décret présidentiel n° 262 a été publié, lequel porte modification du code pénal de 2017 de sorte que la loi de 2009 sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes reste applicable alors même que le Gouvernement a supprimé, en août 2017, le chapitre correspondant du nouveau code pénal. Il a été nécessaire de passer ce décret pour que les femmes et les filles continuent de bénéficier d'une protection juridique contre les actes criminels de violence à leur égard.
- En avril 2018, le Ministère de l'intérieur a rendu publique une directive verbale applicable dans tout le pays et interdisant aux forces de l'ordre d'obliger les détenues à subir des tests gynécologiques. La directive a été publiée à la suite de la criminalisation des tests obligatoires sur les femmes dans le code pénal.
- Le 29 mai 2018, la Mission a publié son rapport intitulé « Injustice and impunity: mediation of criminal offences of violence against women » (Injustice et impunité : la médiation

Amélioration de l'impact des mesures juridiques et politiques de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles, et renforcement du soutien en faveur de ces mesures

pénale des infractions de violence à l'égard des femmes). Le 17 juillet, elle a organisé une conférence nationale à laquelle ont assisté 40 représentants de haut niveau du Gouvernement, de la société civile, de la communauté internationale et des partenaires des Nations Unies, destinée à encourager une action conjointe visant à appliquer les recommandations du rapport. Entre juin et novembre 2018, la Mission a organisé plus de 23 réunions de sensibilisation avec des partenaires étatiques et non-étatiques sur l'application des recommandations. En octobre 2018, à la suite de l'intervention de la Mission, le Bureau du Procureur général a créé la Direction chargée des mesures de substitution à l'incarcération, qui a pour mission d'élaborer une politique sur les options de peines non privatives de liberté, comme cela est prévu dans le code pénal de 2017. Le Ministère des affaires féminines a commencé l'examen de la loi relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes de 2009.

- En 2018, des femmes étaient à la tête des services chargés de l'élimination de la violence à l'égard des femmes dans 31 provinces sur 34, au lieu de 25 précédemment. Le nombre de tribunaux spécialisés dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes est passé à 22 en 2018, contre 15 en 2017, et 92 juges ont été affectés à ces juridictions, dont 25 femmes qui pour la plupart restent à Kaboul pour des raisons de sécurité.
- Le 31 juillet, le Gouvernement a présenté son deuxième rapport, portant sur la période allant de septembre 2016 à septembre 2017, sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan d'action national pour l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité pour les femmes et la paix et la sécurité. Selon le rapport, le nombre de femmes présentes dans les institutions nationales du secteur de la sécurité est passé de 1,3 % en 2015 à 2,5 % en 2016 en ce qui concerne l'armée ; de 0,5 % en 2015 à 0,6 % en 2016 en ce qui concerne la police.
- En 2018, la Mission a poursuivi son action en vue d'accroître la participation des femmes à la vie politique, administrative et sociale, ainsi qu'aux négociations de paix, notamment dans le cadre des dialogues organisés à l'occasion des Journées portes ouvertes sur les femmes et la paix et la sécurité, du 27 octobre au 15 novembre. Les échanges ont principalement porté sur la participation des femmes aux processus de paix.
- En 2018, 4 424 femmes et filles afghanes rescapées de violences, ainsi que 712 enfants les accompagnant, ont pu bénéficier d'une aide judiciaire et de soins vitaux multisectoriels de base, dont un soutien psychosocial et une formation professionnelle, dispensés par 11 centres pour la protection des femmes, cinq centres d'orientation familiale et 17 commissions provinciales chargées de l'élimination de la violence à l'égard des femmes. En 2018, ces centres ont enregistré 4 424 cas de violence à l'égard des femmes, alors que 1 809 cas seulement avaient été enregistrés en 2017. Cette augmentation s'explique soit par l'augmentation du nombre de cas signalés du fait d'une meilleure information sur le plan local, soit par la mise en place de mécanismes de communication

Sensibilisation aux mesures juridiques et politiques de lutte contre l'impunité et de promotion de la justice transitionnelle, et renforcement du soutien en faveur de ces mesures

de l'information et de collecte des données particuliers en 2018. La base de données sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes a été mise en service et elle permet un signalement plus efficace des cas et leur suivi par les ministères des affaires féminines et de la justice. Les commissions pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes ont continué de tenir un rôle essentiel dans le suivi et le signalement des cas dans 17 des 34 provinces. L'appui fourni par les partenaires de développement a également permis aux commissions de mener des activités de sensibilisation dans les provinces et de s'occuper des cas qui n'avaient pas été pris en charge par la police ni par les autres mécanismes de maintien de l'ordre.

- Dans le cadre des 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste organisées au niveau mondial du 25 novembre au 10 décembre, la Mission et ses partenaires ont organisé 13 manifestations autour du thème « Oranger le monde : #ÉcoutezMoiAussi ». La campagne était axée sur les crimes de violence à l'égard des femmes et des filles, notamment les pratiques traditionnelles néfastes, la sous-déclaration de certaines infractions, et l'amélioration des services de justice pénale afin de garantir l'application effective du principe de responsabilité.
- En 2018, la Mission a collaboré activement avec la société civile et la Commission afghane indépendante des droits de l'homme pour faire respecter le champ d'action de la société civile et la protection défenseurs des droits de l'homme, pour demander la fin de l'impunité pour les violations des droits de l'homme, pour soutenir les efforts visant à mettre fin à la discrimination et pour promouvoir des processus de paix et de réconciliation sans exclusive. La Mission a également soutenu les mesures visant à faire connaître le rôle central des droits de la personne des femmes, des filles, des minorités et d'autres groupes vulnérables dans les processus de paix.
- En 2018, la Mission a continué de collaborer avec le Groupe de coordination de la justice transitionnelle, dirigé par des représentants de la société civile, afin de faire connaître les processus de paix et de réconciliation fondés sur la justice. C'est ainsi que sept réunions de coordination ont été tenues et une manifestation a été organisée à Kaboul le 10 décembre 2018, date de la journée nationale des victimes de guerre.
- Le 30 avril 2018, la Mission a publié un recueil de 34 feuilles de route en faveur de la paix applicables au niveau des provinces, à la suite de quoi des réunions d'information et débats ont été organisés à l'occasion du lancement des feuilles de route dans 20 provinces, réunions auxquelles ont participé quelque 616 Afghans, dont des représentants des autorités locales, de la société civile et des médias (460 hommes et 156 femmes). Les débats ont été l'occasion de réfléchir à une solution au conflit afghan qui soit consensuelle et négociée sur le plan politique, grâce à des processus de paix inclusifs et justes.

Indicateurs de progrès

Réalisations

Respect par le Gouvernement de ses obligations concernant l'établissement de rapports au titre des conventions et pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, et application des recommandations émanant de l'examen périodique universel de l'Afghanistan sous l'égide du Conseil des droits de l'homme

- En octobre 2018, le Gouvernement a présenté son rapport au Conseil des droits de l'homme. Il y a rendu compte des progrès réalisés dans l'application des recommandations issues de l'examen périodique universel à l'avance du troisième cycle de l'examen de l'Afghanistan, fixé au 21 janvier 2019. Le Gouvernement et la Mission se sont également mis d'accord sur les délais de fourniture d'une assistance technique à l'application des recommandations issues de l'examen périodique universel, et sur la mise en place d'un mécanisme national d'établissement de rapports et de suivi.
- Le 5 novembre 2018, le Ministère des affaires étrangères a informé la Mission que plusieurs rapports étaient en cours d'établissement, à savoir les rapports destinés au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, au Comité des droits des personnes handicapées, au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et au Comité des droits de l'enfant.

Renforcement des moyens d'action et de l'engagement du Gouvernement afghan et de la Commission afghane indépendante des droits de l'homme, en sa qualité d'institution nationale afghane chargée des droits de l'homme, en faveur du respect, de la protection, de l'exercice et de la promotion de ces droits

- En 2018, la Mission a continué de collaborer avec la Commission afghane indépendante des droits de l'homme et régulièrement tenu des réunions de coordination avec celle-ci en vue d'échanger des informations, de mener des activités de sensibilisation sur les droits des minorités religieuses et ethniques, et de faire un suivi sur la violence à l'égard des journalistes, des professionnels des médias, des militants de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme. La Mission a également fourni une assistance technique à la Commission pour le recensement des pertes civiles.
- Le 9 mai 2018, à Kaboul, la Commission a organisé une conférence nationale sur les thèmes de l'application du principe de responsabilité, des droits de la personne, de la justice et de la paix, afin de faire mieux connaître l'importance de l'établissement des responsabilités dans l'intérêt des victimes d'un conflit armé.
- Le 26 juin 2018, la Mission a dispensé une formation sur l'établissement des rapports des parties prenantes de la société civile dans le cadre du troisième cycle de l'examen périodique universel, le 21 janvier 2019.
- En collaboration avec la Commission, la Mission a organisé 39 tables rondes, ateliers et séminaires visant à faire connaître le champ d'action de la société civile et sa participation aux processus de paix fondés sur les droits, et à donner la possibilité à des militants de la société civile et à des défenseurs des droits de la personne de suivre, signaler et mieux faire connaître les droits de la personne.

V. Développement économique et social

Objectif : politiques gouvernementales soutenues par la communauté internationale qui favorisent une croissance économique viable et contribuent à la stabilité générale

Indicateurs de progrès	Réalisations
Programmes prioritaires nationaux conçus et mis en œuvre avec l'appui et l'aval de la communauté internationale	<ul style="list-style-type: none"> En novembre 2018, les 10 programmes prioritaires nationaux ont été achevés et approuvés par les conseils du développement concernés, et ils sont à différents stades d'application.
Répartition plus équitable de l'aide au développement et des dépenses publiques en Afghanistan	<ul style="list-style-type: none"> En 2018, tous les projets des donateurs financés dans les limites budgétaires étaient assortis d'accords de financement et d'autres arrangements de même type. En ce qui concerne les projets extrabudgétaires, les progrès ont été plus mitigés. En 2018, les accords de financement portaient sur uniquement environ 44 % des contributions de 23 donateurs ayant versé une partie de leur aide au développement sous forme de contributions extrabudgétaires. La participation des femmes à la prise de décision au niveau local a augmenté de 49 % en 2018, les femmes représentant plus de 49 % des 200 000 membres élus siégeant aux conseils de développement communautaire et 50 % des membres du Bureau des conseils au niveau national. En janvier 2019, près de 10 millions de personnes habitant dans plus de 11 000 localités urbaines et rurales de 34 provinces avaient eu accès au programme de mise en œuvre de la Charte citoyenne. À ce jour, plus de 100 millions de dollars ont été versés sous forme de subventions à la population locale et plus de 4 000 projets sont en cours d'exécution, grâce auxquels 63 millions de litres d'eau seront fournis quotidiennement à 2,5 millions de personnes, près de 200 000 hectares seront irrigués, 5 500 kilowatts d'énergie seront fournis et 900 km de route seront construits.
Amélioration du recouvrement des recettes et croissance durable fondée sur les ressources afghanes	<ul style="list-style-type: none"> À la fin de 2018, les cinq ministères dont les activités génèrent des recettes, à savoir le Ministère des mines et du pétrole, le Ministère du commerce et de l'industrie, le Ministère des transports, le Ministère des finances et le Ministère des télécommunications et des technologies de l'information, ont publié des rapports trimestriels sur la lutte contre la corruption sur leurs sites Web officiels respectifs et les ont envoyés aux donateurs. C'est en partie grâce à ces mesures qu'en décembre 2018, les recettes avaient augmenté, passant de 8,3 % à 12,3 % du produit intérieur brut en trois ans. En 2018, les recettes publiques de l'Afghanistan ont augmenté et les notes et le classement du pays dans le rapport « Doing Business 2018 » publié par la Banque mondiale étaient meilleurs. La situation des finances publiques est stable, et le recouvrement des recettes fiscales, qui a dépassé les prévisions de taux de croissance annuel de 12 %, est en nette augmentation. Pour l'exercice budgétaire 2018, le Gouvernement devrait atteindre l'objectif de 173,5 milliards d'afghanis de recettes fixé par le Fonds monétaire international.

VI. Coopération régionale

Objectif : coordination régionale soutenue et efficace au service de la prospérité, la paix et la stabilité

Indicateurs de progrès

Réalisations

Amélioration de la coordination des organismes régionaux et augmentation des investissements régionaux

- Le 17 mars 2018, à Kaboul, le Président Ghani a rencontré le Conseiller à la sécurité nationale du Pakistan, Nasser Khan Janjua, pour examiner l'offre de paix du Gouvernement afghan aux Taliban et lancer le dialogue bilatéral avec le Pakistan.
- La Conférence de Tachkent sur l'Afghanistan : processus de paix, coopération en matière de sécurité et interconnexions régionales, s'est tenue les 26 et 27 mars 2018 et s'est achevée par une déclaration commune qui faisait part d'un appui ferme à la proposition du Gouvernement d'unité nationale de lancer des pourparlers directs avec les Taliban, sans conditions préalables. Ont participé à la Conférence le Président Ghani, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, le Sous-Secrétaire d'État américain chargé des affaires politiques et les ministres des affaires étrangères russe, chinois et turc.
- Le 6 avril 2018, à Kaboul, le Président Ghani a rencontré le Premier Ministre pakistanais, Shahid Khaqan Abbasi, pour parler de relations bilatérales, notamment dans les domaines de la paix et de la réconciliation, de la lutte contre le terrorisme, du retour des réfugiés afghans, du commerce bilatéral et de la connectivité régionale. Ils sont également convenus de constituer les cinq groupes de travail prévus par le Plan d'action Afghanistan-Pakistan pour la paix et la solidarité, un cadre utile à l'instauration d'un dialogue large et structuré portant sur toutes les questions d'intérêt mutuel.
- Le 17 avril 2018, la première réunion de coordination au niveau des ambassadeurs pour la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan s'est tenue à Kaboul. Les participants se sont mis d'accord sur la création d'un groupe des « Amis de la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan » afin de renforcer la promotion de la coopération économique régionale en faveur de l'Afghanistan et l'appuyer. En 2018, les Amis de la Conférence se sont réunis à deux reprises.
- Le 19 avril 2018, le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » a tenu sa réunion de hauts fonctionnaires à Istanbul. La réunion, qui était coprésidée par les ministres adjoints des affaires étrangères afghan et turc, a porté sur l'évaluation des résultats de la coopération et l'élaboration d'une stratégie pour l'avenir.
- Les 14 mai et 22 juillet 2018, les ministres adjoints des affaires étrangères afghan et pakistanais se sont rencontrés à Kaboul et à Islamabad, respectivement, afin de finaliser le Plan d'action Afghanistan-Pakistan pour la paix et la solidarité, un cadre qui vise à renforcer la confiance mutuelle, à encourager les échanges bilatéraux par la création de six groupes de travail thématiques, et à trouver des solutions aux problèmes communs.

- Le 28 mai 2018, la deuxième réunion du groupe de contact pour l'Afghanistan de l'Organisation de Shanghaï pour la coopération s'est tenue à Beijing afin d'examiner la situation en Afghanistan et dans la région, les processus afghans de paix et de réconciliation et le rôle de l'Organisation de Shanghaï pour la coopération, ainsi que les mesures qui permettraient de renforcer la coopération entre l'Organisation et l'Afghanistan.
- Du 20 au 22 juin 2018, le groupe technique régional chargé des mesures de confiance dans le domaine de la gestion des catastrophes dans le cadre du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » s'est réuni à Islamabad.
- Le 2 juillet 2018, une réunion des ambassadeurs du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » a eu lieu à Kaboul sous la coprésidence du Ministre adjoint des affaires étrangères afghan et de l'Ambassadeur de la Turquie en Afghanistan. La réunion a été l'occasion d'évaluer les progrès accomplis dans l'application des recommandations formulées par les États participants au cours de la réunion de hauts fonctionnaires tenue en avril.
- Le 27 août 2018, le groupe technique régional chargé des mesures de confiance dans le domaine de la culture et de l'éducation dans le cadre du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » s'est réuni à Téhéran.
- Le 6 septembre 2018, à Astana, le Kazakhstan a accueilli une conférence régionale sur l'autonomisation des femmes en Afghanistan à laquelle ont participé des femmes originaires de pays d'Asie centrale, d'Afghanistan, d'Azerbaïdjan et de Chine, ainsi que des représentantes de l'ONU et de l'Union européenne.
- Le 11 septembre 2018, la première réunion tripartite entre l'Afghanistan, l'Inde et l'Iran s'est tenue à Kaboul. Elle était présidée par le Ministre adjoint des affaires étrangères afghan, et le Ministre des affaires étrangères indien et le Ministre adjoint des affaires étrangères iranien y ont parlé du projet de construction d'un port à Chabahar et d'autres questions, dont les moyens de renforcer leur coopération dans la lutte contre le terrorisme.
- Le 12 septembre 2018, lors d'une session extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique sur l'Afghanistan, le Secrétaire général a insisté sur la nécessité de déployer des efforts conjoints afin de parvenir à une paix durable en Afghanistan et appelé au renforcement de l'appui et de la coopération des pays de la région.
- Les 15 septembre et 14 novembre 2018, deux réunions du groupe technique régional chargé des mesures de confiance dans le domaine de la lutte contre le terrorisme dans le cadre du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » se sont tenues à Kaboul et à Abou Dhabi, respectivement.
- Le 20 septembre 2018, une réunion du groupe technique régional chargé des mesures de confiance dans le domaine des échanges, du commerce et de l'investissement dans le cadre du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » s'est tenue à New Delhi.

- Le 28 septembre 2018, une réunion des hauts responsables du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » s'est tenue en parallèle de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale de l'ONU. Les participants ont examiné les progrès accomplis dans l'application des mesures de renforcement de la confiance dans la région, ainsi que les mesures prises par les pays pour lutter contre le terrorisme. La version finale de la stratégie régionale de lutte contre le terrorisme a également été examinée.
- Le 31 octobre 2018, une réunion du groupe technique régional chargé des mesures de confiance dans le domaine de la lutte contre les stupéfiants dans le cadre du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » s'est tenue à Moscou.
- Le 9 novembre 2018, la deuxième série de consultations sur l'Afghanistan tenues au format moscovite ont eu lieu en présence de ministres adjoints des affaires étrangères et de représentants spéciaux venus de Chine, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, du Kirghizstan, d'Ouzbékistan, du Pakistan, de la République islamique d'Iran et du Tadjikistan, ainsi que des représentants des Taliban. Le Gouvernement afghan était représenté par le Haut Conseil pour la paix, tandis que les États-Unis d'Amérique et l'Inde participaient en qualité d'observateurs.
- Le 14 novembre 2018, le Ministre adjoint des affaires étrangères afghan a participé à la huitième réunion des ministres adjoints des affaires étrangères des États d'Asie centrale tenue à Bichkek. Les débats ont porté essentiellement sur le renforcement des relations entre les pays d'Asie centrale et l'Afghanistan, ainsi que sur la sécurité et la coopération économique dans la région.
- Le 15 novembre 2018, une conférence ministérielle sur le Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale s'est tenue à Achgabat sur le thème du développement du commerce régional et de la promotion de la diversification économique.
- Le 13 décembre 2018, le Couloir lapis-lazuli a été inauguré par le Président Ghani à Hérat. Grâce à cette voie terrestre, l'Afghanistan va pouvoir expédier ses produits vers l'Europe et d'autres parties du monde.
- Le 15 décembre 2018, le deuxième dialogue trilatéral entre les ministres des affaires étrangères afghan, chinois et pakistanais s'est tenu à Kaboul. Les participants sont convenus de poursuivre les discussions sur le renforcement de la sécurité, de la paix et de la coopération politique entre les trois pays.

VII. Partenariat entre le Gouvernement afghan et la communauté internationale

Objectif : appui cohérent de la communauté internationale aux priorités afghanes dans un cadre de coordination piloté par les Afghans

Indicateurs de progrès

Réalisations

Pourcentage accru de l'aide consacré à la Stratégie de développement national et aux priorités du Gouvernement afghan

- En 2018, les subventions représentaient plus de la moitié des dépenses de l'État, le secteur de la sécurité en dépendant en grande partie. Les subventions extrabudgétaires destinées à la sécurité ont continué de représenter une grande partie des dépenses totales de sécurité, à savoir quelque 14 % du PIB.

Responsabilisation accrue pour la passation des marchés et de contrats conclus au nom du Gouvernement et de la communauté internationale

- En 2018, les contrats relatifs à cinq grands projets du secteur de l'énergie (Kajaki phase II, installations de production d'énergie solaire à Kandahar (deux contrats) et usines de conversion de gaz en électricité de Cheberghan et Mazar-e Charif) ont été approuvés dans le cadre d'un processus ouvert et transparent par la Commission nationale de passation des marchés.
- La Commission nationale de passation des marchés a respecté l'obligation de rendre publics les contrats d'un montant élevé ou supérieur au seuil fixé, à hauteur de 75 % de l'objectif fixé pour 2018.
- En novembre 2018, un système de suivi en ligne de l'état d'avancement des contrats a été élaboré en conformité avec les règles et normes internationales par la Commission nationale de passation des marchés. Grâce à ce système, il est possible de publier toutes les informations concernant les contrats qui ont été approuvés par la Commission.
- À la fin de 2018, des informations sur 936 contrats avaient été publiées sur le site Web de la Commission et la documentation relative à 1 096 contrats avait été téléchargée dans le système central de gestion des achats.

Renforcement du Conseil commun de coordination et de suivi à l'appui du processus de Kaboul comme moyen d'examen régulier des progrès réalisés en matière de priorités et d'engagements mutuels conjoints

- La 21^e réunion du Conseil commun de coordination et de suivi s'est tenue le 18 juillet 2018 et portait sur l'examen des progrès accomplis concernant les réformes gouvernementales et les six objectifs que le Gouvernement s'était engagé à atteindre avant la Conférence ministérielle de Genève de 2018 consacrée à l'Afghanistan. À cette occasion, des membres du Gouvernement, des représentants de la communauté internationale, de la société civile et du secteur privé ont pu avoir un échange de vues sur les principales réalisations et les difficultés rencontrées, ainsi que les voies à suivre proposées pour l'Afghanistan.
- Les 27 et 28 novembre, l'ONU et le Gouvernement afghan ont conjointement accueilli la Conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan, à laquelle des délégations de 67 États membres et de 40 organisations internationales ont assisté. La Conférence a été l'occasion pour la communauté internationale et le Gouvernement d'examiner le programme de réformes gouvernementales et de réaffirmer les engagements que les pays donateurs avaient pris en faveur de l'Afghanistan. Le

Indicateurs de progrès

Réalisations

Gouvernement a présenté les progrès qui avaient été réalisés au cours des deux années ayant suivi la Conférence de Bruxelles sur l'Afghanistan de 2016 dans les domaines de l'état de droit, de la réforme constitutionnelle et des droits et de la participation à la gouvernance. En dépit des progrès réalisés, le Gouvernement a déclaré que le conflit en cours, la grande pauvreté, l'accès insuffisant à l'éducation et la faiblesse des infrastructures continuaient de compromettre ses efforts.

VIII. Lutte contre les stupéfiants

Objectif : baisse soutenue de la culture du pavot, de la production de stupéfiants et de la toxicomanie

Indicateurs de progrès

Réalisations

Diminution de la culture du pavot, de la production de stupéfiants et de la toxicomanie

- En 2018, la superficie totale consacrée à la culture de pavot en Afghanistan était estimée à 263 000 hectares, une diminution de 20 % ou de 65 000 hectares par rapport à 2017. Toutefois, la superficie de 2018 est supérieure de 17 % (39 000 hectares) au troisième chiffre le plus élevé, enregistré en 2014. En 2016, la production d'opium était estimée à 6 400 tonnes, en recul de 29 % (9 000 tonnes) par rapport à 2017. Cette diminution de la production est due à la fois à une diminution de la superficie consacrée à la culture de pavot et à celle du rendement par hectare.
- En 2018, le nombre de provinces dans lesquelles le pavot n'est pas cultivé est demeuré inchangé, à savoir 10 sur 34, soit le même nombre qu'en 2017. La province du Nouristan est de nouveau sans culture de pavot mais dans la province de Takhar, sans culture de pavot depuis 2008, de nouvelles zones de culture sont apparues.

Intensification de la lutte contre le trafic de stupéfiants et efficacité des mesures d'interdiction

- En 2018, les forces de l'ordre afghanes, appuyées par l'ONUDC, ont mené en tout 3 540 opérations de lutte contre les stupéfiants, lesquelles ont permis de saisir 5 058 kg d'héroïne, 17 576 kg de morphine, 27 276 kg d'opium, 182 kg de méthamphétamine, 177 538 kg de haschisch, 24 587 comprimés K de méthylènedioxy-N-méthylamphétamine (MDMA) (drogues de synthèse), 63 627 kg de précurseurs solides et 104 252 litres de précurseurs liquides. Ces opérations ont permis de démanteler 33 laboratoires de fabrication d'héroïne, de détruire 28 stocks de drogues et d'arrêter 4 083 suspects. Elles ont également permis la saisie de 602 véhicules, 533 armes, 3 563 téléphones portables et 20 radios. Au cours de ces opérations, cinq membres des forces nationales de défense et de sécurité afghanes ont été tués et 11 blessés.

Progrès de l'agriculture licite et des investissements privés connexes dans les zones précédemment consacrées à la culture du pavot

- En 2018, les projets de développement alternatif de l'ONUDC ont bénéficié à 26 785 ménages (dont 5 145 sont dirigés par des femmes) dans 35 districts de 18 provinces afghanes, ce qui a permis de convertir 402 hectares de terres à la culture licite, de créer 8 531 emplois à plein temps et de générer 4,22 millions de

Indicateurs de progrès

Réalisations

dollars de revenus. Qui plus est, 4,070 petites et moyennes entreprises locales ont été créées.
